



Assemblée générale Conseil de sécurité

GENERALE

UN LIBRARY

DEC 21 1979

UN/SA COLLECTION

A/34/553

S/13569

9 octobre 1979

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS/FRANCAIS

ASSEMBLEE GENERALE

Trente-quatrième session

Points 11, 46 et 123 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL DE SECURITE

APPLICATION DE LA DECLARATION SUR LE

RENFORCEMENT DE LA SECURITE

INTERNATIONALE

LA SITUATION AU KAMPUCHEA

CONSEIL DE SECURITE

Trente-quatrième année

Lettre datée du 9 octobre 1979, adressée au Secrétaire général par  
le Représentant permanent du Viet Nam auprès de l'Organisation  
des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint, pour votre information, un livre blanc intitulé "La vérité sur les relations vietnamo-chinoises durant les trente dernières années", publié par le Ministère des affaires étrangères de la République socialiste du Viet Nam en septembre 1979. Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de la pièce qui y est jointe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 11, 46 et 123 de l'ordre du jour, ainsi que du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur extraordinaire  
et plénipotentiaire,

Représentant permanent de la République  
socialiste du Viet Nam auprès de  
l'Organisation des Nations Unies,

(Signé) HA VAN LAU

A/34/553  
S/13569  
Français  
Annexe  
Page 1

ANNEXE

LA VERITE  
SUR LES RELATIONS VIETNAMO-CHINOISES  
DURANT LES 30 DERNIERES ANNEES

Septembre 1979

Ministère des affaires étrangères  
République socialiste du Viet Nam

/...

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
<u>Première partie</u>	
LE VIET NAM DANS LA STRATEGIE CHINOISE	
I. Le Viet Nam dans la stratégie globale de la Chine	5
II. Le Viet Nam dans la politique de la Chine vis-à-vis de l'Asie du Sud-Est	6
<u>Deuxième partie</u>	
LA CHINE ET LE REGLEMENT DE LA GUERRE D'INDOCHINE EN 1954	
I. Après Dien Bien Phu, le peuple vietnamien était en mesure de libérer totalement son pays	8
II. La position de la Chine à la Conférence de Genève : une position tout à fait différente de celle du Viet Nam, mais concordant avec celle de la France	14
III. Les accords de Genève de 1954 sur l'Indochine et la trahison des dirigeants chinois	14
<u>Troisième partie</u>	
LA CHINE ET LA LUTTE DU PEUPLE VIETNAMIEN POUR LA LIBERATION DU SUD VIET NAM ET LA REUNIFICATION NATIONALE (1954-1975)	
I. De 1954 à 1964 : les dirigeants chinois contrecarrent le peuple vietnamien dans sa lutte pour la réunification nationale	15
II. De 1965 à 1969 : affaiblir et prolonger la résistance du peuple vietnamien	16
III. De 1969 à 1973 : négocier avec les Etats-Unis sur le dos du peuple vietnamien	20
IV. De 1973 à 1975 : empêcher le peuple vietnamien de libérer totalement le Sud Viet Nam	26
	32
	39

TABLE DES MATIERES (suite)

Quatrième partie

LA CHINE ET LE VIET NAM  
TOTALEMENT LIBERE ET REUNIFIE  
(de mai 1975 jusqu'à présent)

	44
I. La Chine après la défaite des Etats-Unis au Viet Nam	44
II. Un anti-vietnamisme systématique, voilé	46
III. Un anti-vietnamisme systématique, déclaré	49

Cinquième partie

LA POLITIQUE EXPANSIONNISTE DE PEKIN : UNE MENACE POUR  
L'INDEPENDANCE NATIONALE, LA PAIX ET LA STABILITE EN  
ASIE DU SUD-EST

57

## PREMIERE PARTIE

### LE VIET NAM DANS LA STRATEGIE CHINOISE

Les actes d'hostilité ouverte des dirigeants chinois à l'encontre du Viet Nam, dont la guerre d'agression qu'ils ont déclenchée le 17 février 1979 constitue le point culminant, ont provoqué l'étonnement de l'opinion mondiale surprise par le changement soudain de la politique de Pékin à l'égard de son voisin du Sud. Il n'y a pourtant guère lieu de s'étonner. Les changements intervenus ne sont qu'une suite logique de la stratégie d'expansion de grande nation et d'hégémonie de grande puissance poursuivie par les dirigeants chinois au cours des trente dernières années.

On ne trouve dans aucun autre pays du monde, des dirigeants qui se disent "révolutionnaires" et "socialistes" et tiennent un langage d'"extrême gauche" tout en pratiquant une stratégie extrêmement réactionnaire et contre-révolutionnaire comme le font les dirigeants chinois.

Il n'y a aucun pays au monde où sur le plan stratégique les dirigeants renversent les alliances et font de l'ami l'ennemi et inversement d'une façon aussi rapide et radicale qu'en Chine.

Les dirigeants chinois montrent du doigt comme leur ennemi le plus dangereux, l'Union soviétique, naguère leur plus grand allié.

Oubliant systématiquement leurs propres thèses sur l'impérialisme américain, l'ennemi le plus dangereux dont la nature ne changera jamais, ils le considèrent maintenant comme un allié digne de confiance et entrent en collusion avec lui, allant même jusqu'à déclarer impudemment que la Chine est l'OTAN de l'Orient. Ignorant complètement leur théorie d'hier selon laquelle le mouvement de libération nationale en Asie, Afrique et Amérique latine agit comme une "tempête révolutionnaire" frappant directement l'impérialisme, et que le succès de la cause révolutionnaire du prolétariat international dépendra en définitive de la lutte révolutionnaire des peuples de ces continents a/, ils se joignent à l'impérialisme dans des activités de sape dirigées contre le mouvement de libération nationale, accordent leur soutien aux forces réactionnaires comme le dictateur chilien Pinochet, le FNLA et l'UNITA en Angola, organisations manipulées par la CIA, le Chah d'Iran Pahlavi, etc., et entretiennent la clique de Pol Pot et Ieng Sary, auteurs du génocide de leur propre peuple. Ils déforment cyniquement l'origine et la nature des luttes de libération nationale, les présentant comme les conséquences des rivalités hégémoniques entre grandes puissances et non comme l'oeuvre révolutionnaire des peuples.

---

a/ Il convient de rappeler qu'à la Conférence des représentants des partis communistes et ouvriers de novembre 1960, la délégation du parti communiste chinois a souscrit à l'idée que le système socialiste mondial constitue un facteur déterminant dans le développement de la société humaine.

Le renversement des alliances au plan international va de pair avec des purges cruelles et sanglantes dans le pays, des répressions contre les opposants, amenant coup sur coup le renversement des rôles des dirigeants. Tel prôné aujourd'hui comme leader révolutionnaire authentique, devient le lendemain traître, ennemi de la révolution chinoise. Il en est qui ont été renversés et réinstallés dans deux ou trois fois en l'espace de quelques années.

La stratégie des dirigeants chinois a connu des changements considérables, mais un point reste inchangé : leur objectif stratégique de faire rapidement de la Chine une puissance mondiale de premier ordre et de réaliser leurs visées expansionnistes et hégémoniques de grande nation vis-à-vis d'autres pays. A une session du Comité central du parti communiste chinois en 1956, le président Mao Zedong a dit :

"Nous devons à tout prix devenir une puissance mondiale de premier ordre dans les domaines culturel, scientifico-technique et industriel. Il est inacceptable que notre pays ne le soit pas d'ici quelques décennies."

En septembre 1959, à une session du Comité central du parti, le président Mao Zedong a dit encore :

"Nous devons conquérir la planète. Tel est notre objectif."

Immédiatement après la fondation de la République populaire de Chine (1er octobre 1949), les dirigeants chinois se sont mis à la réalisation de leur objectif stratégique. Malgré le retard économique de la Chine, dès les dernières années cinquante, ils ont axé leurs efforts sur la création d'une force nucléaire stratégique et, à l'heure actuelle, ils poursuivent fébrilement la "modernisation" des forces armées, accélèrent la production et le stockage des armes nucléaires. Sur le plan économique, le "grand bond en avant" de 1958 et les "quatre modernisations" annoncées il y a quelques années présentent un point commun : la réalisation de l'objectif stratégique d'expansion et d'hégémonie des dirigeants chinois.

#### I. Le Viet Nam dans la stratégie globale de la Chine

Dans leur stratégie globale, si les dirigeants chinois considèrent l'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique comme les adversaires principaux qu'il leur faut vaincre, le Viet Nam est considéré comme adversaire important qu'il faut subjuguier et annexer pour servir leurs intérêts stratégiques. Au seuil des années cinquante, lorsque les dirigeants chinois entreprirent l'oeuvre de reconstruction appelée à faire rapidement de la Chine une puissance mondiale, ils avaient à faire face dans le nord à la guerre d'agression des Etats-Unis en Corée, et dans le sud à une menace à la sécurité de la Chine suscitée par la guerre d'agression des colonialistes français au Viet Nam. Pendant ce temps, les impérialistes américains, chef de file des impérialistes et gendarme international, pratiquaient une politique d'hostilité envers la Chine qu'ils cherchaient à encercler et à isoler.

Les victorieuses résistances des peuples du Viet Nam, du Laos et du Kampuchea contre le colonialisme français ont conduit à la Conférence de Genève de 1954 sur l'Indochine. La France craignait que la victoire totale du peuple vietnamien ne conduisît à un écroulement de son empire colonial. La Chine constituait une importante source de ravitaillement en armes pour le Viet Nam durant les dernières années de sa résistance contre les colonialistes français. Les dirigeants chinois, mettant à profit cette situation, se posaient en négociateurs principaux avec les impérialistes français, entraient en collusion avec eux pour, sur la base d'un compromis, arriver à une solution du conflit avantageuse pour la Chine et la France, et désavantageuse pour les peuples du Viet Nam, du Laos et du Kampuchea. Ils ont sacrifié les intérêts des trois peuples indochinois pour assurer la sécurité de la Chine au sud, réaliser leurs visées de mainmise sur le Viet Nam et l'Indochine, et jouer en même temps le rôle d'une grande puissance dans le règlement des problèmes internationaux, notamment ceux de l'Asie. A la Conférence de Genève de 1954 dont la première partie était consacrée au problème coréen, la République populaire de Chine, pour la première fois, a fait son apparition sur un pied d'égalité avec quatre grandes puissances, membres permanents du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies.

Pour les dirigeants chinois, c'était une bonne occasion d'élargir leur influence en Asie et en Afrique. En même temps, ils cherchaient à prendre contact avec les impérialistes américains à travers les négociations directes menées d'abord à Genève, ensuite à Varsovie.

Après la signature des Accords de Genève de 1954, l'impérialisme américain intervenait de plus en plus au Viet Nam dans le but de transformer le Sud Viet Nam en une colonie de type nouveau, une base militaire des Etats-Unis en Asie du Sud-Est. Les dirigeants de Pékin voulaient maintenir indéfiniment la division du Viet Nam. Mais le peuple vietnamien s'est héroïquement dressé contre l'agression américaine pour sauver son pays et a remporté des victoires chaque jour plus nombreuses.

A la fin des années soixante, l'impérialisme américain s'enlisait dans la guerre d'agression au Viet Nam qui avait aggravé la crise économique, politique et sociale aux Etats-Unis et affaibli leur position dans le monde. Cette situation a créé des conditions favorisant un essor vigoureux des pays socialistes et du mouvement révolutionnaire mondial; elle a permis aux pays de l'Europe occidentale et au Japon de devenir de puissants concurrents des Etats-Unis. Face à cette situation de désespoir croissant, le président Nixon avançait alors le plan de vietnamisation de la guerre et, répétant l'expérience des impérialistes français en 1954, jouait la carte chinoise pour résoudre le problème vietnamien à des conditions avantageuses pour l'impérialisme américain : retirer les troupes américaines du Viet Nam tout en maintenant le régime fantoche Nguyen Van Thiêu au Sud Viet Nam et faire pression sur l'Union soviétique, s'opposer au mouvement révolutionnaire mondial.

Les dirigeants chinois, mettant à profit l'affaiblissement des Etats-Unis et l'orientation de la politique nixonienne, ont accéléré leur anti-soviétisme, cherché à faire des compromis avec les Etats-Unis en aidant ces derniers à résoudre le problème vietnamien. Leur objectif est d'instaurer "l'état tripolaire" suivant la

/....

formule de Kissinger d'un "monde multipolaire" avec la Chine comme l'un des "trois grands pôles", d'abolir "l'état bipolaire" qui a existé entre les Etats-Unis et l'Union soviétique depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. En même temps, les dirigeants chinois ont tenté de se servir du problème vietnamien comme monnaie d'échange pour obtenir le retrait des Etats-Unis de Taïwan. D'où leur politique de renversement des alliances, marquée par l'hostilité ouverte vis-à-vis de l'Union soviétique considérée désormais officiellement comme ennemi principal et le conflit frontalier avec cette dernière en mars 1969 et suivie de la deuxième trahison envers le Viet Nam quand ils maquignonnaient avec les Etats-Unis sur le problème du Viet Nam, espérant ainsi empêcher une victoire complète du peuple vietnamien. En 1971, les dirigeants chinois mettaient en oeuvre la "diplomatie du ping-pong" et recevaient Henry Kissinger à Pékin. Ce fut ensuite la restitution à la Chine de sa place aux Nations Unies, et la République populaire de Chine devenait l'un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité. Le point culminant fut atteint avec la visite du président américain Nixon en Chine et la publication du Communiqué de Shanghai en février 1972. Pour les dirigeants de Pékin, la coalition avec l'impérialisme américain constitue un pas décisif dans la mise en oeuvre de leur politique globale.

Tout comme après les Accords de Genève de 1954 sur l'Indochine, les dirigeants chinois, après la signature des Accords de Paris sur le Viet Nam en janvier 1973, voulaient maintenir le statu quo au Sud Viet Nam. La victoire du peuple vietnamien en 1975 marquant l'effondrement total de l'administration à la solde des Etats-Unis, la libération du Sud Viet Nam suivie ensuite de la réunification nationale constituent une grande défaite non seulement pour l'impérialisme américain mais aussi pour les dirigeants de Pékin dans la réalisation de leur stratégie globale et de leurs visées expansionnistes et hégémoniques. D'où leur politique d'hostilité ouverte contre le Viet Nam, jusques et y compris les moyens militaires.

Ainsi au cours des trente dernières années, le Viet Nam constitue l'un des facteurs les plus importants dans la stratégie globale de la Chine. Comme il occupait une position d'importance majeure dans la stratégie française du milieu des années cinquante ainsi que dans la stratégie américaine du début des années soixante-dix, les dirigeants chinois se sont servis de la "carte" vietnamienne pour entrer en collusion avec les impérialistes et servir leurs propres visées stratégiques d'expansionnisme et d'hégémonisme de grande nation. Et étant donné que la résistance patriotique du peuple vietnamien contre l'agression américaine devenait le thème central dans la vie politique internationale d'alors, ils ont voulu monopoliser le problème vietnamien pour brandir l'enseigne anti-impérialiste, s'adjuger la "direction de la révolution mondiale" et abaisser l'Union soviétique.

## II. Le Viet Nam dans la politique de la Chine vis-à-vis de l'Asie du Sud-Est

L'Asie du Sud-Est, qui a été dans l'histoire un objectif traditionnel de l'expansionnisme chinois, constitue une zone que depuis longtemps les dirigeants de la République populaire de Chine ont rêvé d'annexer.



En 1936, le président Mao Zedong, faisant au journaliste américain Edgar Snow à Yen-an le récit de sa jeunesse, a révélé ses réflexions après la lecture d'une brochure parlant de l'occupation par le Japon de la Corée et de Taïwan, de la perte de la "souveraineté" chinoise en Indochine, en Birmanie et ailleurs :

"Après lecture, je me suis senti déprimé quant à l'avenir de mon pays, et j'ai commencé à réaliser qu'il est du devoir de tout le monde de contribuer à son salut b/."

Dans un document du parti communiste chinois, publié en 1939 sous le titre "La révolution chinoise et le parti communiste chinois", il est écrit :

"Les pays impérialistes, ayant vaincu la Chine, ont occupé les pays sous sa dépendance : le Japon a occupé la Corée, Taïwan, Ryu kyu, les îles Pescadores et Port-Arthur; la Grande-Bretagne a occupé la Birmanie, le Bhoutan, Hong-kong; la France a occupé l'Annam."

L'ouvrage intitulé Histoire sommaire de la Chine contemporaine, édité à Pékin en 1954, comportait une carte montrant que le territoire chinois englobait plusieurs pays environnants, y compris des pays de l'Asie du Sud-Est et la région de la mer de l'Est.

Les visées expansionnistes de dirigeants chinois sont apparues avec une clarté particulière dans cette phrase du président Mao Zedong au cours d'un entretien avec les délégués du parti des travailleurs du Viet Nam à Wu Han en 1963 :

"Je serai le président de 500 millions de paysans pauvres envoyant leurs troupes en Asie du Sud-Est."

A la même occasion, comparant la Thaïlande à la province chinoise de Szechwan, le président Mao Zedong a trouvé qu'elles ont à peu près la même superficie mais la population de Szechwan est deux fois plus nombreuse, aussi, des Chinois doivent-ils être envoyés en Thaïlande pour s'y installer, et il a dit qu'il a exprimé la même idée vis-à-vis du Laos, un pays vaste à la population clairsemée.

Le président Mao Zedong, lors d'une réunion du Bureau politique du Comité central du parti communiste chinois en août 1965, a affirmé ce qui suit :

"Il nous faut à tout prix mettre la main sur l'Asie du Sud-Est englobant le Sud Viet Nam, la Thaïlande, la Birmanie, la Malaisie et Singapour... L'Asie du Sud-Est est si riche en minéraux, elle mérite qu'on y mette le prix pour la conquérir. Une fois qu'elle est entre nos mains, nous pourrions accroître nos forces dans cette zone, nous serons alors à même de tenir tête au bloc Union soviétique-Europe de l'Est, le vent d'Est l'emportera sur le vent d'Ouest."

---

b/ Edgar Snow, Red Star Over China (Londres, Ed. Penguin, 1972), p. 159.

En comparaison avec les autres régions du monde, l'Asie du Sud-Est est une zone où la Chine dispose des conditions les plus favorables ainsi que des plus grands moyens et possibilités (plus de 20 millions de ressortissants chinois, des partis politiques dépendant du parti communiste chinois, des routes menant de la Chine à maints pays de l'Asie du Sud-Est) pour la mise en oeuvre de sa politique expansionniste et hégémoniste. Aussi, les dirigeants de la République populaire de Chine ont-ils recouru, au cours des trente dernières années, à de nombreuses manoeuvres pour y appliquer leur politique expansionniste et créer les conditions favorables pour la réalisation de leur stratégie globale contre-révolutionnaire.

Les dirigeants chinois se créent une force nucléaire stratégique et développent leur potentiel économique en vue d'user de tout le poids d'une grande nation et de recourir à la menace militaire ou aux promesses d'aide selon les pays de cette partie du monde pour les entraîner dans l'orbite chinoise. Ils violent le territoire d'autres pays, provoquent des conflits frontaliers, se livrent à des agressions, soit directement soit par l'intermédiaire de forces à leur solde, en vue d'affaiblir et d'assujettir différents pays de la région. Ils ne renoncent à aucun procédé si cruel soit-il : ainsi ils se sont servis de la clique Pol Pot-Ieng Sary pour perpétrer leur entreprise de génocide au Kampuchea. En Asie du Sud-Est, toujours aux fins d'expansionnisme et d'hégémonisme, ils utilisent plusieurs instruments : la "cinquième colonne" constituée par les ressortissants chinois, les organisations dites "communistes" d'obédience pékinoise, les minorités ethniques d'origine plus ou moins chinoise vivant dans la région.

S'agissant de l'utilisation des Chinois d'outre-mer, l'intention de Pékin s'est manifestée le plus clairement dans les paroles tenues par le Ministre des affaires étrangères Chen Yi :

"Plus de 90 p. 100 de la population de Singapour sont des Chinois (900 000 personnes sur une population d'un million d'habitants). C'est pourquoi, Singapour est devenu un Etat totalement organisé par les Chinois locaux c/."

Tirant parti des contradictions opposant les uns aux autres peuples de l'Asie du Sud-Est, ils sèment la division entre les pays de l'ASEAN et les trois pays de la péninsule indochinoise, entre les pays du SEA eux-mêmes comme ils l'ont déjà fait entre la Malaisie et l'Indonésie, entre la Birmanie et la Thaïlande... Aux fins d'expansionnisme ils mettent en particulier à profit la situation en Asie du Sud-Est, une des régions où le mouvement révolutionnaire est le plus effervescent, où le mouvement d'indépendance nationale est en plein essor et où le colonialisme et l'impérialisme s'affaiblissent de plus en plus. Au moment de la défaite des colonialistes français au Viet Nam en 1954, ils voulaient maintenir la présence de la France, puissance impérialiste affaiblie au Sud Viet Nam, au Laos et au Kampuchea pour empêcher l'implantation en Indochine des Etats-Unis, le chef de file des impérialistes, et minimiser la victoire totale de la révolution indochinoise.

---

c/ Lors de sa rencontre avec les délégués Hoa au Viet Nam venant saluer la délégation du parti et du Gouvernement chinois conduite par le premier ministre Zhou En-lai en visite au Viet Nam en mai 1960.

Lorsque les Etats-Unis se sont trouvés à leur tour affaiblis et vaincus, Pékin a voulu maintenir la présence américaine pour subjuguier ensemble les pays de la région et faire échec à l'influence soviétique. Ce faisant, il espère pouvoir s'appuyer sur l'impérialisme pour contrecarrer l'essor de la révolution, combler pas à pas le "vide" en Asie du Sud-Est et monopoliser cette région après en avoir graduellement évincé leurs alliés impérialistes. Pour camoufler ses visées ténébreuses, il lance le mot d'ordre fallacieux d'endigement de l'influence soviétique.

Le Viet Nam occupe une position stratégique dans cette région. Dans l'histoire, les expansionnistes féodaux chinois ont, à plusieurs reprises, agressé le Viet Nam dans le but de l'annexer et de l'utiliser ensuite comme tremplin pour agresser d'autres pays de l'Asie du Sud-Est. Après la deuxième guerre mondiale, le parti communiste du Viet Nam fut le seul des partis communistes de la région à conquérir le pouvoir et à fonder le premier Etat des ouvriers et des paysans. La révolution vietnamienne exerce une grande influence pour avoir vaincu les colonialistes français et les impérialistes américains agresseurs. Les dirigeants chinois ont tenté de mettre la main sur le Viet Nam pour contrôler toute la péninsule indochinoise, ouvrant ainsi la voie vers l'Asie du Sud-Est. Lors d'une rencontre entre les représentants des quatre partis communistes du Viet Nam, de Chine, d'Indonésie et du Laos à Kouang Toung en septembre 1963, le premier ministre Zhou En-lai a dit :

"Notre pays est grand mais n'a pas d'issue, c'est pourquoi nous souhaitons vivement que le parti des travailleurs du Viet Nam nous fraie une nouvelle voie vers l'Asie du Sud-Est."

Pour affaiblir le Viet Nam et mettre la main sur lui, les dirigeants chinois ont cherché à détruire la solidarité des trois pays indochinois, à les diviser, à semer surtout la discorde entre le Viet Nam et le Laos, le Kampuchea. En même temps, ils ont tenté de dresser les autres pays de l'Asie du Sud-Est contre le Viet Nam, de calomnier et de déshonorer le Viet Nam pour l'isoler des autres pays du monde. Les dirigeants de Pékin proclament leur prétendue souveraineté sur les archipels Hoang Sa (Paracels) et Truong Sa (Spratly). Début 1974, avec l'assentiment des Etats-Unis, la Chine occupe l'archipel vietnamien Hoang Sa. C'est la mise en oeuvre d'un plan visant à contrôler progressivement la mer de l'Est, subjuguier le Viet Nam ainsi que toute l'Asie du Sud-Est, à exploiter les abondantes richesses naturelles de la région de la mer de l'Est.

Les dirigeants chinois espèrent rassembler des forces en Asie du Sud-Est pour arriver à un rassemblement mondial des forces dans le cadre de leur stratégie globale. Dans les années soixante, ils se sont employés à rassembler des forces en Asie, Afrique et Amérique latine en vue de s'emparer de la "direction de la révolution mondiale" et de s'opposer à l'Union soviétique. A cette fin, ils ont mené à partir de 1963 une campagne fiévreuse pour la convocation d'une conférence de 11 partis communistes, dont huit en Asie du Sud-Est, dans le but de fonder une nouvelle internationale communiste placée sous leur contrôle, la création d'un axe Pékin-Djakarta-Phnom Penh-Pyongyang-Hanoi, la convocation par le truchement de l'Indonésie d'une "conférence des forces nouvellement émergentes" (CONEFO) afin de mettre sur pied une organisation internationale en opposition à l'ONU; en même temps, ils faisaient campagne pour la réunion de la deuxième Conférence

afro-asiatique (prévue pour 1965 en Algérie). Mais ces sombres plans ont échoué, parce qu'ils vont à l'encontre des intérêts des peuples du monde qui aspirent à une union des forces anti-impérialistes comme des intérêts de la révolution mondiale qui vise à renforcer le système socialiste et le mouvement d'indépendance nationale, de démocratie et parce que les dirigeants chinois se sont heurtés à la politique d'indépendance et de souveraineté constamment poursuivie par le Viet Nam.

\*

\* \*

Au cours des trente dernières années, les dirigeants chinois ont considéré le Viet Nam comme l'un des facteurs d'importance primordiale pour leur stratégie, sur lequel ils ont cherché par tous les moyens à mettre la main. La réalisation de ce plan exige que ce dernier ne soit pas fort, qu'il soit divisé, non pas indépendant mais dépendant de la Chine. Un Viet Nam indépendant, unifié et prospère ayant une ligne d'indépendance, de souveraineté et une juste politique internationale, constitue un grand obstacle à la stratégie globale chinoise, notamment à leur expansionnisme en direction de l'Asie du Sud-Est. Cela explique pourquoi hier les dirigeants chinois ont mis en œuvre une politique à double face vis-à-vis de la révolution vietnamienne : à la fois aider et contenir, pourquoi après chaque victoire vietnamienne sur l'impérialisme ils ont commencé et fait des compromis avec celui-ci sur le dos du peuple vietnamien; pourquoi ils sont passés de l'hostilité voilée à l'hostilité ouverte contre le Viet Nam, voire à une impudente guerre d'agression contre le Viet Nam.

La politique des dirigeants chinois qui consiste à vouloir annexer le Viet Nam, fait partie de leur politique générale vis-à-vis des pays du Sud-Est asiatique et des autres pays voisins. Ils convoitaient le territoire de l'Inde et en fait en ont déjà occupé une partie dans la guerre sino-indienne de 1962; ils ne voient pas d'un bon œil la perspective d'une Inde puissante qu'ils estiment capable de leur disputer le leadership en Asie et en Afrique. Ils sont toujours tentés d'occuper la République populaire de Mongolie qu'ils ont eux-mêmes reconnue comme un Etat indépendant. Ils veulent occuper une partie du territoire soviétique. L'existence d'une Union soviétique puissante aux côtés de la Chine déplaît particulièrement aux dirigeants chinois; aussi ont-ils cherché par tous les moyens à rabattre son prestige, à inciter les pays impérialistes à l'attaquer et à dresser contre elle différents pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Ils ont concentré leurs efforts pour lever une "croisade internationale" des forces impérialistes et réactionnaires contre l'Union soviétique sous le drapeau de la lutte contre "l'hégémonisme" selon la formule du président Mao Zedong : "Du haut de la montagne suivre le combat des tigres".

Ainsi que l'ont noté de nombreux hommes politiques et journalistes d'Occident, la Chine est déterminée à "combattre l'Union soviétique jusqu'au dernier Européen de l'Ouest" de la même façon qu'elle était déterminée à "combattre les Etats-Unis jusqu'au dernier Vietnamien".

L'actuelle stratégie internationale des dirigeants chinois, quelle que soit son étiquette, a dévoilé son caractère extrêmement contre-révolutionnaire et les dirigeants chinois se sont montrés sous leur vrai visage de chauvins de grande nation, de nationalistes bourgeois!

/...

La politique actuelle des dirigeants chinois vis-à-vis du Viet Nam, sous quelque camouflage que ce soit, reste la même que celle de leurs prédécesseurs des millénaires passés, les empereurs de l'"Empire céleste", une politique dont l'objectif est d'annexer et de vassaliser le Viet Nam et de subjuguier son peuple.

## DEUXIEME PARTIE

### LA CHINE ET LE REGLEMENT DE LA GUERRE D'INDOCHINE EN 1954

#### I. Après Dien Bien Phu, le peuple vietnamien était en mesure de libérer totalement son pays

En 1945, fort de son esprit insurrectionnel indomptable et en comptant sur ses propres forces, le peuple vietnamien a conduit la Révolution d'août à la victoire et fondé la République démocratique du Viet Nam. Quelques mois après, les colonialistes français ont réoccupé les provinces du Nam Bo, et le peuple vietnamien a dû mener, à partir de décembre 1946, une longue guerre de résistance à l'échelle nationale contre les impérialistes français agresseurs pour la défense de son indépendance, son unité et son intégrité territoriale.

Cette guerre de résistance, menée héroïquement par le peuple vietnamien dans des conditions extrêmement difficiles, a enregistré chaque jour davantage de grands succès. Les victoires remportées par le peuple vietnamien ainsi que celles du peuple lao (sous la direction du Gouvernement de résistance du Laos) et du peuple kampuchéen (sous la direction du Gouvernement de résistance du Kampuchea), notamment la victoire historique de l'armée et du peuple vietnamiens à Dien Bien Phu, ont grandement modifié le rapport des forces sur le théâtre d'opérations en faveur des forces de résistance du Viet Nam, du Laos et du Kampuchea, et mis les impérialistes français dans une situation extrêmement difficile.

Le ministre français de la défense nationale René Pléven, ainsi que le général Paul Ely, président du Conseil des chefs d'état-major, le général Blanc, chef d'état-major des forces terrestres, le général Fay, chef d'état-major de l'armée de l'air, après inspection des théâtres d'opérations indochinois en février 1954, en sont venus à ces conclusions pessimistes sur la situation :

"Un renforcement même important du corps expéditionnaire ne pourrait rien changer. Du reste, la limite extrême de l'effort militaire métropolitain était atteinte. Tout ce que nous pouvions maintenant espérer, c'était créer les conditions militaires les plus favorables à une solution politique du conflit d/."

Craignant l'éventualité d'une offensive générale de l'armée populaire du Viet Nam dans le delta du Fleuve Rouge, le 18 mai 1954, le Président du Conseil Laniel a envoyé le général Ely en Indochine avec mission de transmettre au général Navarre, commandant en chef du corps expéditionnaire français, l'instruction suivante : il s'agit pour le moment de se fixer comme objectif principal, primant tous les autres, la sauvegarde du corps expéditionnaire.

---

d/ Jean Lacouture et Philippe Devillers, La fin d'une guerre (Editions du Seuil, Paris, 1960), p. 62 et 63.

Dans un rapport adressé au Quai d'Orsay, l'ambassadeur Chauvel, chef-adjoint de la délégation française à la Conférence de Genève de 1954 sur l'Indochine, donnait ainsi son point de vue :

"Nous sommes hors d'état de tenir Ha Noi. Le commandement nous a fait savoir que l'envoi même de deux divisions n'eut pas permis de conserver la capitale du Tonkin... e/".

Au début, le gouvernement Laniel voulait négocier sur une position de force pour garder intacts le Laos et le Kampuchea et sauver dans la mesure du possible les intérêts français au Viet Nam, considérant ceci comme une solution "honorable" pour la France. Après ses échecs à Dien Bien Phu, ce gouvernement était plus disposé encore aux négociations dans l'espoir de sauver avant tout le corps expéditionnaire français en Indochine du danger d'anéantissement.

Le mouvement de protestation du peuple français contre la "sale guerre" d'Indochine - dont le parti communiste français constituait le noyau - se développait avec vigueur. L'administration française déjà déchirée par de nombreux problèmes se voyait encore plus divisée devant les graves difficultés dans les domaines économique, politique et social. La défaite française en Indochine conduirait à un écroulement de tout l'empire colonial français, notamment en Afrique du Nord. C'est dans cette conjoncture que la France entra dans la Conférence de Genève de 1954 sur l'Indochine, à laquelle participaient l'Union soviétique, la Chine, les Etats-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et les parties belligérantes en Indochine.

II. La position de la Chine à la Conférence de Genève : une position tout à fait différente de celle du Viet Nam, mais concordant avec celle de la France

La République populaire de Chine est née en 1949 au moment où, dans le monde, se sont formés deux systèmes opposés aux points de vue politique, économique et militaire.

En Europe, la guerre froide s'intensifiait cependant qu'en Asie se déroulaient deux guerres chaudes en Corée et en Indochine. Les dirigeants de la Chine nouvelle avaient voulu profiter des conditions de paix pour restaurer et développer rapidement leur économie, renforcer leur potentiel militaire, transformer le plus rapidement possible la Chine en une grande puissance mondiale afin de réaliser leurs ambitions d'expansionnisme de grande nation et d'hégémonie de grande puissance, spécialement dirigées vers l'Asie du Sud-Est.

Dans la guerre de Corée, malgré la perte d'un million environ de soldats chinois, les dirigeants de Pékin, pour se créer une zone tampon au Nord-Est du pays, ont accepté, en 1953, un cessez-le-feu : maintenir le statu quo, perpétuer la division de la Corée.

Le Viet Nam et la Chine étant deux pays voisins immédiats, leurs peuples se sont toujours mutuellement soutenus, encouragés et assistés, car un Viet Nam indépendant préserve la Chine de toute menace impérialiste venant du Sud tandis qu'une Chine libérée protège le Viet Nam de toute menace impérialiste venant du Nord. En 1950, la République populaire de Chine a reconnu la République démocratique du Viet Nam et établi avec elle des relations diplomatiques.

La Chine a fourni au Viet Nam la plus importante aide militaire (armes, équipements) au cours des dernières années de sa résistance contre les colonialistes français.

A la Conférence de Genève de 1954, la position du Viet Nam était une solution globale : cessation des hostilités sur l'ensemble de la péninsule indochinoise allant de pair avec une solution politique pour chacun des problèmes du Viet Nam, du Laos et du Kampuchea sur la base du respect de l'indépendance, de la souveraineté, de l'unité et de l'intégrité territoriale de chacun des pays de l'Indochine.

Pour les dirigeants chinois, la Conférence de Genève de 1954 sur la Corée et l'Indochine fut une occasion pour discuter et régler des problèmes internationaux importants avec les grandes puissances, malgré que les Etats-Unis gardaient toujours une attitude hostile vis-à-vis de la Chine, que la France n'avait pas de relations diplomatiques avec elle et que c'était Tchang Kaïchek qui détenait le siège de membre permanent au Conseil de sécurité.

Les dirigeants chinois voulaient mettre un terme à la guerre d'Indochine par un règlement du type coréen, c'est-à-dire une cessation des hostilités sans solution politique. Le 24 août 1953, le premier ministre Zhou Enlai lui-même déclarait que l'armistice coréen pourrait servir de modèle pour d'autres conflits. Les dirigeants chinois entendaient, avec une telle solution, créer une zone tampon dans l'Asie du Sud-Est, empêcher les Etats-Unis de prendre la relève de la France en Indochine, éviter une confrontation directe avec les Etats-Unis, assurer la sécurité aux frontières méridionales de la Chine tout en limitant la victoire du Viet Nam et en divisant les peuples des trois pays indochinois dans l'intention d'affaiblir et d'annexer ces trois pays et de les utiliser comme tremplin dans son expansion vers le Sud-Est asiatique.

La France venait à la Conférence de Genève également dans le but de parvenir à une cessation des hostilités du type coréen, mais c'était pour sauver le corps expéditionnaire français, prolonger le partage du Viet Nam et maintenir le colonialisme français en Indochine.

Il est clair que la position de la Chine était tout à fait différente de celle du Viet Nam, alors qu'elle concordait avec celle de la France.

### III. Les Accords de Genève de 1954 sur l'Indochine et la trahison des dirigeants chinois

En avril 1954, au cours d'une réunion entre les délégations du Viet Nam, de l'Union soviétique et de la Chine pour se préparer à la Conférence de Genève sur l'Indochine, le délégué chinois déclarait : "la République populaire de Chine ne pourra pas aider ouvertement le Viet Nam en cas d'extension du conflit dans la région".



Mettant à profit la position de la Chine, principal fournisseur d'aide militaire et unique voie de ravitaillement au Viet Nam, ainsi que l'intention de la France de ne pas engager des conversations avec le Viet Nam sur une position de faiblesse, les dirigeants chinois se sont permis de négocier directement avec les Français pour convenir avec eux sur les points fondamentaux d'une solution du problème indochinois.

Les négociations à la Conférence de Genève se sont déroulées en fait en deux étapes :

Au cours de la première étape (du 8 mai au 23 juin 1954), le chef de la délégation française, tout en évitant de prendre contact avec les Vietnamiens, a engagé à quatre reprises des négociations directes avec le chef de la délégation chinoise qui conduisent finalement les deux parties à se convenir sur les grandes lignes d'un accord de cessation des hostilités en Indochine.

Il est à noter qu'au cours du troisième contact avec G. Bidault, chef de la délégation française le 17 juin 1954, le premier ministre Zhou En-lai a fait des concessions politiques d'un caractère fondamental, sacrifiant les intérêts des peuples du Viet Nam, du Laos et du Kampuchea : la Chine pourrait reconnaître l'existence au Viet Nam de deux administrations (le Gouvernement de la République démocratique du Viet Nam et le Gouvernement fantoche Bao Dai), reconnaître le Gouvernement royal du Laos et le Gouvernement royal du Kampuchea, renoncer à réclamer la participation à la Conférence des représentants des Gouvernements de la résistance lao et de la résistance khmère, et soulever le problème du retrait du Laos et du Kampuchea des troupes étrangères, y compris les volontaires vietnamiens. Le 23 juin 1954, au cours du quatrième contact, cette fois avec Mendès-France, nouveau premier ministre français, Zhou En-lai a fait de nouvelles concessions : diviser en deux le Viet Nam avec coexistence pacifique entre les deux zones : résoudre en premier lieu le problème militaire et régler séparément les trois problèmes du Viet Nam, du Laos et du Kampuchea; la Chine est disposée à reconnaître ces trois pays dans le cadre de l'Union française et désire que le Laos et le Kampuchea aient une nouvelle physionomie en Asie du Sud-Est comme l'Inde et l'Indonésie, et se contente de demander en contrepartie l'absence de bases militaires américaines en Indochine. Ainsi la Chine et la France sont parvenues à une solution cadre aux problèmes de l'Indochine. Les points sur lesquels les dirigeants chinois se sont entendus avec les Français correspondaient parfaitement à la solution en 7 points avancée par les Etats-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord le 29 juin 1954, six jours après le contact de Zhou En-lai avec Mendès-France.

Au cours de la deuxième étape (du 23 juin au 20 juillet 1954), la délégation française a négocié directement avec la délégation vietnamienne en vue d'un règlement des questions concrètes. Jouant son rôle, la Chine a fait pression pour amener la partie vietnamienne à céder. Jusqu'au 10 juillet 1954, la partie vietnamienne maintenant sa position quant aux problèmes vietnamien, lao et kampuchéen continuait à exiger la présence des représentants des gouvernements de la résistance lao et de la résistance khmère en tant que parties aux négociations, l'adoption du 13ème parallèle comme ligne de démarcation militaire provisoire au Viet Nam, l'organisation d'élections générales libres dans un délai de six mois pour

réunifier le pays. En ce qui concerne le règlement des problèmes du Laos et du Kampuchea, le Viet Nam était toujours pour l'établissement au Laos de deux zones de regroupement des forces de résistance : l'une au nord jouxtant la Chine et le Viet Nam, l'autre au moyen et au bas-Laos; l'établissement au Kampuchea de deux zones de regroupement pour les forces de la résistance khmère : l'une à l'est et au nord-est du Mékong et l'autre au sud-ouest; et l'organisation d'élections générales libres dans un délai de six mois au Laos et au Kampuchea.

Dès mai 1954, la délégation chinoise a déjà avancé une solution fixant au 16ème parallèle la ligne de démarcation entre les deux zones du Viet Nam, elle a voulu en outre que le Viet Nam fasse d'autres concessions, allant même jusqu'à l'abandon par les Vietnamiens de la capitale Ha Noi, de la ville Hai Phong et de la route nationale No 5 (reliant Ha Noi à Hai Phong) :

"Nous estimons qu'il est difficile que le projet (du 16ème parallèle) soit accepté, on pourrait en dernier lieu prendre Hai Phong comme port libre en autorisant à la France de stationner près de là un effectif déterminé de ses troupes, voire considérer la route nationale No 5 et Hai Noi et Hai Phong comme zone d'administration commune et zone démilitarisée f/."

Par la suite, particulièrement à partir du 10 juillet 1954, dix jours avant la clôture de la Conférence, les Chinois accentuaient leur pression pour amener le Viet Nam à faire des concessions :

"Il existe des conditions équitables et raisonnables, acceptables pour le Gouvernement français et permettant de parvenir à un accord en l'espace de dix jours; il convient d'avancer des conditions simples, claires, susceptibles de conduire facilement à un accord. Eviter de compliquer les choses, de provoquer de longues discussions inutiles, de prolonger les négociations, ce qui ferait le jeu des menées de sape des Etats-Unis g/".

A ce moment, les Chinois craignaient encore une éventuelle intervention armée américaine en Indochine, ce qui menacerait la sécurité de la Chine; mais il convient de noter aussi que les Chinois s'étaient servis des menaces américaines d'extension de la guerre pour faire pression sur le Viet Nam.

En fait, après la guerre de Corée, les Etats-Unis n'avaient plus la possibilité d'engager une intervention militaire directe en Indochine. L'attitude intransigeante des Etats-Unis à la Conférence de Genève s'explique par leur crainte que la France, vaincue sur le champ de bataille et en butte à des difficultés sur les plans politique, économique et financier, n'accepte une solution désavantageuse à une éventuelle intervention américaine en Indochine. Après

---

f/ Zhou En-lai : Télégramme du 30 mai 1954 au Comité central du parti communiste chinois, copie au Comité central du parti des travailleurs du Viet Nam.

g/ Zhou En-lai : Télégramme du 10 juillet 1954 au Comité central du parti des travailleurs du Viet Nam.

l'accord intervenu entre la France et la Chine sur une solution cadre au problème indochinois et après l'installation de l'agent américain Ngo Dinh Diem au poste de premier ministre fantoche à Saigon (le 13 juin 1954), les Etats-Unis ont jugé acceptable un accord dans le sens déjà convenu entre la Chine et la France et apportant des solutions aux problèmes du Viet Nam, du Laos et du Kampuchea. S'ils n'ont pas souscrit à la Déclaration finale de la Conférence, c'est pour avoir les coudées franches afin de violer par la suite les Accords de Genève par le truchement de l'administration Ngo Dinh Diem et d'obliger la France à leur céder la place en Indochine.

Il apparaît nettement qu'après Dien Bien Phu, avec l'assistance du camp socialiste et surtout de la Chine, les forces armées et la population vietnamienne étaient en mesure de libérer totalement leur pays, mais la solution convenue entre la délégation chinoise et la délégation française à Genève ne reflétait pas le rapport des forces sur le champ de bataille, ni ne répondait pleinement aux exigences politiques de la solution avancée par la délégation vietnamienne.

Fidèle à son attachement traditionnel à la paix, suivant la tendance générale d'alors de régler les conflits par le moyen des négociations, et sous la pression exercée par la Chine, le Viet Nam a accepté la solution dont voici l'essentiel : respect par tous les pays des droits nationaux fondamentaux des peuples du Viet Nam, du Laos et du Kampuchea; cessez-le-feu simultané au Viet Nam et sur l'ensemble du théâtre d'opérations indochinois; retrait des troupes françaises; adoption du 17ème parallèle comme ligne de démarcation militaire provisoire divisant le Viet Nam en deux zones; et élections générales libres à l'échelle nationale, après deux ans, pour réunifier le pays. Au Laos, il est prévu l'établissement d'une zone de regroupement pour les forces de la résistance lao englobant les deux provinces de Samneua et Phongsaly. Au Kampuchea, les forces de la résistance n'ayant aucune zone spéciale de regroupement seront démobilisées sur place.

La victoire de Dien Bien Phu et les Accords de Genève de 1954 marquent une victoire des forces révolutionnaires en Indochine, constituent une importante contribution pour amorcer la désintégration complète de l'Empire français et annoncent le processus irréversible de l'écroulement du colonialisme de l'impérialisme mondial. Toutefois, la solution de Genève, fruit de la collusion entre la Chine et l'impérialisme français, a empêché les peuples du Viet Nam, du Laos et du Kampuchea de parvenir à la victoire totale dans leur guerre de résistance contre les colonialistes français, une éventualité clairement réaliste comme l'a indiqué le rapport des forces sur le champ de bataille en ce moment.

Tout cela, les dirigeants chinois le savaient mieux que quiconque.

C'est là la première trahison des dirigeants chinois vis-à-vis de la lutte révolutionnaire du peuple vietnamien, comme de celle du peuple lao et du peuple kampuchéen.

### TROISIEME PARTIE

## LA CHINE ET LA LUTTE DU PEUPLE VIETNAMISIEN POUR LA LIBERATION DU SUD VIET NAM ET LA REUNIFICATION NATIONALE

(1954-1975)

Au mépris des Accords de Genève de 1954 sur le Viet Nam, l'impérialisme américain a mis pied au Sud Viet Nam pour anéantir à tout prix le mouvement patriotique du peuple vietnamien, occuper le Sud, perpétuer la division du Viet Nam, transformer le Sud en une néocolonie et une base militaire des Etats-Unis, une ligne de défense barrant la voie au socialisme vers l'Asie du Sud-Est, une base de départ pour l'attaque contre le Nord, avant-poste du système socialiste en Asie du Sud-Est, écraser et repousser le socialisme dans cette région, encercler et menacer les autres pays socialistes. Ayant échoué dans l'utilisation de l'administration fantoche Ngo Dinh Diem et dans sa "guerre spéciale" au Sud Viet Nam, l'impérialisme américain s'est lancé dans des aventures militaires contre le peuple vietnamien en déclenchant une guerre d'agression d'une envergure jamais connue et des plus longues, acharnée et cruelle depuis la deuxième guerre mondiale.

Répondant à l'appel célèbre du président Ho Chi Minh : "Rien n'est plus précieux que l'indépendance et la liberté", le peuple vietnamien s'est dressé unanime contre l'agression américaine, a levé haut l'étendard de l'indépendance nationale et celui du socialisme, combiné la force de la nation avec la force de l'époque, la force nationale avec la force internationale, créant une force globale immense pour combattre et vaincre les agresseurs américains. Dans la guerre, le peuple vietnamien pratique constamment la stratégie offensive, impulse la lutte à la fois sur les trois fronts militaire, politique et diplomatique. Il sait en même temps contraindre l'ennemi à désescalader pas à pas, remporter des victoires partielles pour arriver à la victoire totale.

Pendant plus de vingt années, le processus de la lutte du peuple vietnamien contre la politique d'intervention et d'agression de l'impérialisme américain, est aussi celui d'une lutte opiniâtre, extrêmement complexe, qu'il a menée contre les visées et actes, tantôt camouflés tantôt ouverts, des dirigeants chinois en entente et collusion avec l'impérialisme américain pour contrecarrer et affaiblir la révolution vietnamienne, subjuguier le Viet Nam en vue de réaliser graduellement leur expansion en Indochine et en Asie du Sud-Est.

#### I. De 1954 à 1964 : les dirigeants chinois contrecarrent le peuple vietnamien dans sa lutte pour la réunification nationale

Après leur compromis avec l'impérialisme dans la solution de Genève de 1954 pour s'assurer une zone tampon au Sud, les dirigeants chinois pouvaient en toute quiétude se consacrer à l'accomplissement de leur premier quinquennat (1953-1957) et à partir de 1958 ils lançaient le plan ambitieux du "grand bond en avant", espérant rattraper et même dépasser un certain nombre de grandes puissances sur le plan économique dans un court laps de temps, et se mettaient activement à bâtir leur force nucléaire.

En matière de politique extérieure, ils s'engageaient dans la voie de la détente avec l'impérialisme américain, avec qui ils entraient en dialogue à Genève depuis août 1955; ils cherchaient en même temps à étendre leur influence en Asie notamment dans le Sud-Est et le Sud.

Partant de cette politique intérieure et extérieure, les dirigeants de Pékin ont agi à l'encontre des intérêts du peuple vietnamien et en conformité avec ceux de l'impérialisme américain au Viet Nam en particulier et en Indochine en général.

A. Faire pression sur le Viet Nam pour l'obliger à adopter la stratégie de "longue embuscade"

L'impérialisme américain et ses hommes de main sabotaient obstinément l'organisation des élections générales pour réunifier le Viet Nam après deux ans comme l'ont stipulé les Accords de Genève de 1954 et réprimaient de façon extrêmement barbare le mouvement patriotique au Sud Viet Nam.

Les dirigeants de Pékin "persuadaient" constamment le Viet Nam que la réunification nationale est une "lutte longue" et qu'elle ne saurait se réaliser par le moyen des forces armées.

En novembre 1956, le président Mao Zedong a dit aux dirigeants vietnamiens :

"Le problème de la division du Viet Nam ne saurait être résolu en un court laps de temps, il faut du temps... Si dix ans ne suffisent pas, il faut y mettre cent ans."

La réalité de la guerre de résistance du peuple vietnamien contre l'agression américaine a montré que cette résistance, pour longue qu'elle fût, n'a pas été indéfiniment longue comme le Président l'a dit.

Dès juillet 1955, le Secrétaire général du parti communiste chinois, Deng Xiaoping, avait lancé cette menace :

"Utiliser les forces armées pour réunifier le pays conduirait à deux possibilités : soit la victoire, soit la perte du Nord même."

En juillet 1957, le président Mao a encore dit :

"La question est de préserver la frontière existante. Préserver le 17ème parallèle... Le temps pourrait être long. J'espère que tout ira bien s'il en est ainsi."

Il s'agit là de quelque chose de complètement contraire à l'esprit des Accords de Genève qui ont stipulé clairement que le 17ème parallèle ne constitue pas une frontière entre deux Etats mais seulement une ligne de démarcation militaire provisoire entre les deux zones du Viet Nam. Les dirigeants de Pékin ont, plus d'une fois, souligné qu'au Sud Viet Nam :

"La seule option appropriée est la 'longue embuscade' pour accumuler les forces, maintenir les contacts avec les masses et attendre le moment opportun."

En quoi consiste, au fond, cette option?

Lors d'un entretien avec les dirigeants vietnamiens, un membre du Comité central du parti communiste chinois, le vice-ministre des affaires étrangères Chang Wentian, a estimé qu'au Sud Viet Nam on pourrait entreprendre la guérilla. Mais, exécutant les directives de Pékin, l'ambassadeur chinois à Hanoi a informé la partie vietnamienne qu'il ne s'agissait pas là d'un point de vue du Comité central du parti communiste chinois mais seulement d'une opinion personnelle.

Ainsi, la "longue embuscade" signifie que le peuple vietnamien renonce à la lutte révolutionnaire et laisse les Américano-diémistes réprimer sauvagement la population sud-vietnamienne.

"Préserver le 17ème parallèle", "la longue embuscade", "accumuler les forces", "attendre le moment opportun" ..., autant d'allégations tortueuses pour camoufler les vraies intentions de Pékin : maintenir le statu quo politique au Viet Nam, reconnaître l'existence parallèle du Gouvernement de la République démocratique du Viet Nam et de l'administration fantoche de Saïgon. Le 22 juillet 1954, au cours d'un dîner avec Ngo Dinh Luyen, frère de Ngo Dinh Diem, à Genève, le premier ministre Zhou En-lai a suggéré l'idée d'établir une légation de Saïgon à Pékin. Cette suggestion qui sera rejetée par Ngo Dinh Diem, n'en constitue pas moins une preuve irréfutable que vingt-quatre heures après la signature des Accords de Genève, les dirigeants de Pékin ont dévoilé leur intention de perpétuer la division du Viet Nam.

Dès 1954 à 1959, avec leur politique de répression fasciste, les Américano-diémistes ont massacré des dizaines de milliers de patriotes, parqué des centaines de milliers de personnes dans des camps de concentration camouflés, imposant ainsi au peuple vietnamien les plus lourdes pertes qu'il n'a jamais connues à aucune autre étape de la guerre patriotique. Si on les avait laissés massacrer de la sorte les patriotes vietnamiens, comment faire pour "accumuler" les forces, resterait-il encore de la population avec qui maintenir des "liens" et quel "moment opportun" doit-on attendre? A cette allure, le Viet Nam risquerait de perdre son indépendance et sa division de se perpétuer.

Une question de signification stratégique pour la révolution au Sud Viet Nam est de savoir s'il faut poursuivre la lutte politique ou bien combiner la lutte politique avec la lutte armée.

Le peuple vietnamien est déterminé à suivre sa ligne d'indépendance et de souveraineté. Fin 1959 début 1960, les populations de vastes régions du delta du Nam Bo et du Trung Bo méridional se sont soulevées en chaîne en combinant la lutte politique avec la lutte militaire et ont ébranlé jusque dans ses fondements le régime fantoche de Ngo Dinh Diem.

B. Empêcher le peuple vietnamien d'intensifier sa lutte armée au Sud

Les "soulèvements en chaîne", en fait des insurrections partielles, se sont rapidement développés en une guerre révolutionnaire où on menait à la fois la lutte militaire et la lutte politique contre la "guerre spéciale" de l'impérialisme américain. Les dirigeants chinois ont désapprouvé cette option du Viet Nam.

En mai 1960, au cours d'un entretien avec la partie vietnamienne, ils ont dit à propos du Sud Viet Nam :

"Il ne faut pas dire laquelle des deux luttes politique et militaire est la principale. Qu'elle soit politique ou militaire, cette lutte ne vise pas à conquérir tout de suite le pouvoir, elle demeure toujours une longue lutte. Même si Diem était renversé, la réunification ne pourrait pas se réaliser immédiatement parce que l'impérialisme américain ne le tolérerait pas.

... Le Nord pourrait soutenir politiquement le Sud, l'aider à définir ses politiques mais l'essentiel est de l'armer de la volonté de compter sur ses propres forces... Le Nord pourrait aider militairement le Sud quand on est sûr de gagner la partie, autrement dit quand on est absolument certain de ne courir aucun risque il est possible de fournir une certaine quantité d'armes et d'équipements sans que personne ne le sache. Mais d'une manière générale, il faut s'abstenir de toute aide."

Ainsi, dans l'impossibilité d'empêcher les "soulèvements en chaîne" de la population sud-vietnamienne, ils voulaient que la population nord-vietnamienne renonce à ses obligations sacrées vis-à-vis de ses compatriotes du Sud, et les laisse combattre tout seuls.

Ils ont refusé d'aider le peuple vietnamien à édifier une armée régulière et accepté de lui fournir seulement un certain nombre d'armes légères et d'équipements logistiques. Ne réussissant pas à empêcher le peuple sud-vietnamien de "se soulever en chaîne", ils préconisent que la forme de lutte appropriée au Sud Viet Nam est la guérilla avec des combats de petite envergure menés au niveau de la section ou de la compagnie.

Maître de sa destinée, le peuple vietnamien a fait avancer avec assurance la révolution au Sud Viet Nam. Fin 1963, c'est la chute du régime dictatorial fasciste de Ngo Dinh Diem et l'échec total de la "guerre spéciale" américaine.

C. Entraîner le Viet Nam dans l'anti-soviétisme

Au début des années soixante, tout en contrecarrant la lutte du peuple vietnamien contre l'agression américaine, les dirigeants de Pékin brandissaient en même temps la double enseigne de lutte contre l'impérialisme américain et contre l'Union soviétique. En réalité, ils continuaient la politique de détente avec l'impérialisme américain en Asie, détournaient les peuples du monde de la lutte anti-américaine pour réaliser leurs visées antisoviétiques, liquider le camp socialiste, s'assurer le "leadership de la révolution mondiale", se préparer activement à la détente et à la collusion avec l'impérialisme américain.

Au cours des entretiens avec la partie vietnamienne en 1963, ils cherchaient à persuader les Vietnamiens d'adopter leur point de vue à savoir dénier l'existence du camp socialiste et de leur frayer "une voie" vers l'Asie du Sud-Est. En 1963 également, les dirigeants chinois ont avancé ce qu'est appelé le Programme en 25 points servant de ligne générale au mouvement communiste international et proposé de convoquer une conférence de 11 partis communistes, ce qui revient au fond à prendre en mains le "leadership de la révolution mondiale" et à former une nouvelle internationale communiste contrôlée par Pékin. S'ils tenaient instamment à l'acceptation du Viet Nam, c'était parce qu'ils voulaient exploiter son prestige et son rôle au sein du mouvement communiste et du mouvement de libération nationale dans le monde. A cette fin, ils ont même promis de lui fournir une aide massive. Ainsi, Deng Xiaoping a informé les dirigeants vietnamiens de la décision des dirigeants chinois d'octroyer au Viet Nam un milliard de yuans s'il refusait toute aide de l'Union soviétique.

La partie vietnamienne a affirmé sa détermination de défendre le système socialiste, sa désapprobation pour la réunion de 11 partis et sa résolution à ne pas laisser les dirigeants de Pékin utiliser le territoire vietnamien comme un tremplin pour leurs menées expansionnistes. En raison de la ferme attitude du Viet Nam, le Programme en 25 points n'a eu aucun écho, et la tentative de former une nouvelle "internationale communiste" est restée sans suite.

\*

\* \*

Durant cette période, à l'égard de la révolution lao, les dirigeants chinois ont mis en oeuvre une politique analogue à celle appliquée au Viet Nam. Ils ont également fait pression sur les forces révolutionnaires lao pour qu'elles adoptent la stratégie de "longue embuscade". Quand les Etats-Unis et leurs hommes de main ont renversé le gouvernement de coalition et entrepris la "guerre spéciale", Pékin cherchait à empêcher la révolution lao de combiner la lutte armée avec la lutte politique et à contraindre le parti populaire révolutionnaire lao à "former de nouveau et au plus tôt un gouvernement de coalition", de peur que "l'étincelle" de Samneua et Phong Saly ne finisse par embraser tout le Viet Nam et le Sud de la Chine.

Lors d'un entretien avec la partie vietnamienne en août 1961, la partie chinoise a dit à propos du problème lao :

"Il faut absolument s'abstenir de participer directement à la guerre. Si les Etats-Unis interviennent directement au Laos, qu'advient-il au Nord Viet Nam, au Yunnan et au Kouangsi? Il importe d'envisager l'éventualité d'une aventure américaine."

Concernant la solution au problème lao à Genève en 1961-1962, ils ont préconisé de diviser transversalement le Laos en deux zones : au nord, la zone libérée, au Sud, la zone sous contrôle de l'administration fantoche de Vientiane. Il s'agit là d'un noir dessein destiné à entraîner les forces révolutionnaires lao dans l'orbite chinoise et à isoler la révolution sud-vietnamienne.



Mais les dirigeants de la révolution lao étaient à cheval sur leur propre ligne. Les victoires de plus en plus nombreuses remportées par les forces de résistance lao ont obligé l'impérialisme américain et ses valets à signer l'Accord de Genève de 1962 consacrant la neutralité du Laos et la participation des représentants du Front patriotique lao au deuxième gouvernement de coalition au Laos.

## II. De 1965 à 1969 : affaiblir et prolonger la résistance du peuple vietnamien

Au cours de cette étape, en Chine c'était la "grande révolution culturelle prolétarienne", en fait une lutte interne âpre et sanglante bouleversant toute la société chinoise pour éliminer le marxisme-léninisme, démanteler le parti communiste chinois et les structures de l'Etat, restaurer la direction monopolisée du président Mao Zedong ainsi que la ligne maoïste dans le pays, combattre l'Union soviétique, saper la révolution mondiale, entrer en collusion avec l'impérialisme américain et accélérer la réalisation de la politique expansionniste et hégémonique de grande nation à l'étranger. Les dirigeants chinois, soucieux de leurs intérêts stratégiques du moment, se sont engagés profondément dans leur politique de trahison à l'égard du peuple vietnamien.

### A. Donner le feu vert aux Etats-Unis pour l'agression directe contre le Viet Nam

Après la guerre de Corée, l'impérialisme américain a tiré la leçon qu'il faut s'abstenir d'entreprendre une guerre sur le continent asiatique, notamment avec les pays voisins de la Chine, pour n'avoir pas avec elle une confrontation militaire directe. Mais dix ans après, l'impérialisme américain s'est de nouveau lancé dans une aventure militaire au Viet Nam après avoir monté le soi-disant "incident du Golfe du Bac Bo" en août 1964. L'une des causes principales : il avait été rassuré par les dirigeants chinois. En janvier 1965, le président Mao Zedong, par le truchement du publiciste américain Edgar Snow, communique à Washington ce qui suit :

"Les troupes chinoises ne franchiront pas leurs frontières pour aller se battre. Ceci est absolument clair. Les Chinois ne combattront que lorsqu'ils seront attaqués par les Américains. N'est-il pas clair ainsi? Les Chinois sont fort occupés par leurs affaires intérieures. Se battre en dehors des frontières de son pays est un crime. Pourquoi les Chinois ont-ils à agir de la sorte? Les Sud-Vietnamiens sont à même de faire face à la situation h/.

Par la suite, par divers moyens y compris les contacts directs au cours des négociations sino-américaines au niveau des ambassadeurs à Varsovie, la partie chinoise cherchait à faire comprendre clairement aux Américains ces paroles de Mao tout en les rassurant que "si vous ne touchez pas à moi, je ne toucherai pas à vous."

C'est ainsi qu'à partir de février 1965, l'administration Johnson a jeté la puissance de la gigantesque machine de guerre américaine au Viet Nam : débarquement des G.I.s au Sud pour y mener la guerre locale, déclenchement d'une guerre aérienne de destruction systématique contre la République démocratique du Viet Nam causant au peuple vietnamien dans les deux zones tant de ruines et de deuils.

---

h/ E. Snow, The Long Revolution (Londres, éd. Hutchinson, 1973), p. 216.

Les dirigeants chinois ont ainsi dévoilé les méandres de leurs calculs ainsi que leurs visées perfides. Ils ont poussé les Etats-Unis à s'enliser dans la guerre d'agression contre le Viet Nam, pour mener, en toute quiétude, la "révolution culturelle", tout en affaiblissant et les Etats-Unis et le Viet Nam.

On peut en avoir une preuve édifiante en lisant ce que le premier ministre Zhou En-lai a dit à A. Nasser le 23 juin 1965 et que M. Mohamed Hassanein Heikal, ami intime et conseiller du président égyptien, a révélé plus tard :

"Plus ils (les Etats-Unis) enverront des troupes au Viet Nam, plus nous en serons contents, car nous savons que nous les tenons en notre pouvoir, que nous pouvons avoir leur sang. Si vous voulez aider les Vietnamiens, il faut encourager les Américains à jeter au Viet Nam un nombre de plus en plus grand de soldats américains." i/

S'adressant au peuple vietnamien, les dirigeants chinois ont souligné avec insistance qu'il faut mener une lutte de longue haleine, livrer des combats de guérilla et non pas de grandes batailles. L'essentiel de leur aide au peuple vietnamien est constitué par des armes légères, des munitions, des équipements de logistique. Ils ne veulent pas voir la guerre au Viet Nam prendre fin tôt car ils veulent non seulement faire s'affaiblir les forces révolutionnaires du Viet Nam mais encore profiter le plus longtemps possible du beau renom "d'aide au Viet Nam" pour brandir l'étendard de la "révolution radicale", rassembler les forces en Asie, Afrique et Amérique latine, intensifier la campagne antisoviétique.

Rien n'est étonnant qu'ils ont refusé d'appliquer un accord militaire secret entre le Viet Nam et la Chine en vertu duquel vers juin 1965 la partie chinoise devrait en principe envoyer ses pilotes en aide au Viet Nam. Le 16 juillet 1965, l'état-major général de l'armée de libération chinoise a câblé à l'état-major général de l'armée populaire du Viet Nam que la Chine ne pouvait envoyer ses pilotes au Viet Nam parce que "le moment n'est pas encore opportun" et que "ce faisant on ne peut empêcher l'ennemi d'intensifier les bombardements". Au cours des entretiens avec la partie vietnamienne en août 1966, la partie chinoise a encore dit : "La Chine n'a pas la possibilité en forces aériennes pour aider à la défense de Hanoi."

B. Saper toute unité d'action en faveur de la lutte du peuple vietnamien contre l'agression américaine

Pour contraindre le Viet Nam à tomber sous leur dépendance, les dirigeants de Pékin s'évertuaient à faire obstacle à toute unité d'action des forces révolutionnaires et progressistes dans le monde en faveur du Viet Nam en lutte contre l'agression américaine.

---

i/ Mohamed H. Heikal, Les documents du Caire (Paris, éd. Flammarion, 1972), p. 238.

Le 28 février 1965, les dirigeants chinois ont rejeté le projet soumis le 22 février 1965 par la partie vietnamienne proposant que les pays socialistes fassent une déclaration commune pour condamner les Etats-Unis d'avoir intensifié leur agression au Sud Viet Nam et déclenché la guerre contre la République démocratique du Viet Nam.

En mars 1965, ils ont rejeté la proposition soviétique relative à la réunion des trois partis de l'Union soviétique, du Viet Nam et de la Chine pour discuter de la coordination de leur action de soutien au peuple vietnamien en lutte contre l'agression américaine.

En avril 1965, ils ont à deux reprises rejeté une autre proposition soviétique sur l'unité d'action pour assurer la sécurité de la République démocratique du Viet Nam. C'est pourquoi ils ont rejeté la proposition soviétique de constituer un pont aérien traversant la Chine et de construire des aéroports en territoire chinois pour la défense de la République démocratique du Viet Nam.

En février 1966, le président Mao Zedong a rejeté la formation d'un front international d'unité d'action en soutien au Viet Nam déjà soulevée dans les entretiens de haut rang vietnamo-chinois.

En mars 1966, le président Mao Zedong a, de nouveau, rejeté la formation du même front proposée par le parti communiste du Japon au cours d'entretiens de haut rang avec le parti communiste chinois. Par la suite, les agents de Pékin ont cyniquement brutalisé le représentant du parti communiste du Japon en Chine.

Les dirigeants chinois voulaient, toutefois, fonder un soi-disant front des peuples du monde par eux contrôlé :

"Il importe de créer un front d'unité internationale le plus large contre l'impérialisme américain et ses agents... Naturellement ce front exclut sa (de l'Union soviétique) participation." j/

Parallèlement à leur sabotage de toute unité d'action internationale en faveur du Viet Nam, ils causaient de très grosses difficultés au transport via la Chine des marchandises d'aide provenant de l'Union soviétique et des autres pays socialistes et cherchaient à retenir ou à lâcher ce transport afin de limiter les possibilités du peuple vietnamien, d'organiser de grands combats, notamment pendant les saisons sèches.

Dans leur lutte contre les ennemis communs, le colonialisme et l'impérialisme, les peuples du Viet Nam, du Laos et du Kampuchea ont resserré leur union. Cette union constitue pour eux une tradition, un facteur de victoire. Après que les Etats-Unis ont intensifié la guerre contre le Viet Nam, et aggravé leur menace vis-à-vis de l'indépendance, de la paix et de la neutralité du Laos et du Kampuchea, la Conférence des peuples indochinois s'est tenue à Phnom Penh en mars 1965 et le

---

j/ Résolution du onzième plénum (huitième session) du Comité central du parti communiste chinois (août 1966).

Front d'union des trois peuples indochinois contre les impérialismes américains a vu le jour. Les dirigeants chinois saluaient malgré eux les résultats de cette conférence mais complotaient en fait pour saboter le nouveau Front anti-impérialiste. Suivant la politique traditionnelle "diviser pour régner" pratiquée par les impérialistes et les réactionnaires, ils dressaient une barrière entre les trois pays indochinois afin d'affaiblir et d'isoler le Viet Nam, de s'attaquer ainsi facilement à chacun d'eux.

En 1966, au Laos, dans les zones libérées contrôlées par le Front patriotique lao, les Hoa, se conformant au plan de Pékin, cherchaient à semer la division entre les Lao et les Vietnamiens, menaient des activités de propagande mensongère et déformatrice et incitaient certains éléments à s'opposer au parti révolutionnaire lao. D'autre part, pour gagner à sa cause le Gouvernement royal lao, Pékin accélérait la construction à titre d'aide d'un système routier dans les cinq provinces du Nord Laos, les reliant au haut plateau yunanais de Chine, et dont certaines routes sont dirigées vers le Viet Nam et la Thaïlande; cela visait en fait à créer des conditions pour intervenir dans les affaires intérieures du Laos et à préparer ses futurs plans d'expansion.

Concernant le Kampuchea, avant 1965 les dirigeants chinois ont effrontément accusé le Viet Nam d'avoir sacrifié les intérêts de la révolution kampuchéenne à la Conférence de Genève de 1954 sur l'Indochine, alors que c'étaient eux-mêmes qui avaient bradé ces intérêts. A partir de 1965, ils tenaient en bride Pol Pot, le poussant ainsi que ses consorts à mener la lutte armée contre l'administration de Sihanouk alors allié des forces de résistance du Viet Nam et du Laos. Dans la deuxième moitié de 1969, après l'accession de Lon Nol au poste de Premier Ministre, les dirigeants chinois ont approuvé ses points de vue selon lesquels les forces de libération sud-vietnamiennes devaient se retirer des bases au Kampuchea et ne devaient pas se servir du port de Sihanouk-ville pour le transport logistique. C'est à la même époque que la clique Pol Pot-Ieng Sary a exigé que les forces armées de libération sud-vietnamiennes se retirent de leurs bases au Kampuchea.

Contrairement au désir de Pékin, le front des peuples du monde en soutien au Viet Nam s'est constitué en fait. La solidarité des peuples indochinois s'est consolidée chaque jour davantage et le peuple vietnamien s'est renforcé en combattant et a remporté des victoires de plus en plus nombreuses.

C. Entraver le Viet Nam dans ses négociations avec les Etats-Unis pour les contraindre à desescalader

Dès le début de sa résistance contre l'agression américaine, le Viet Nam entendait mener en même temps la lutte sur les trois fronts militaire, politique et diplomatique.

Début 1968, au plus fort de la guerre d'agression des Etats-Unis, le peuple vietnamien a mené avec succès l'offensive et les soulèvements généralisés du Tet Mau Than, assénant ainsi à l'ennemi un coup foudroyant, bouleversant sa position stratégique, obligeant l'administration américaine à desescalader et à entrer en pourparlers avec la République du Viet Nam à Paris.

Au cours de ses entretiens avec la partie vietnamienne en avril 1968, la partie chinoise a reconnu que la Déclaration du 28 janvier 1967 du Gouvernement vietnamien sur ses pourparlers avec les Etats-Unis ont conduit à un effet positif :

"Même les alliés des Etats-Unis, même De Gaulle, ont exigé la cessation inconditionnelle des bombardements". Elle a toutefois prétendu que "l'acceptation des négociations par le Viet Nam n'est ni à un moment opportun ni dans une position de force, nous avons fait à la hâte une concession."

Du 13 mai 1968, date d'ouverture de la Conférence de Paris, à la mi-octobre 1968, l'appareil de propagande de Pékin, sans proférer un mot sur les pourparlers vietnamo-américains, soulignait cependant que le peuple vietnamien devait chercher une solution à sa lutte "non pas à la table de conférence mais sur les champs de bataille", allant jusqu'à menacer que "si le Sud Viet Nam n'est pas assuré, cela pourrait conduire à la perte de tout le Viet Nam".

Plus se faisait sentir la tendance des Américains à cesser malgré eux les bombardements au Nord Viet Nam, plus vive était la réaction de Pékin.

Le 9 octobre 1968, un dirigeant chinois a rencontré à Pékin un vice-ministre vietnamien du commerce extérieur et l'a prié de rapporter aux dirigeants vietnamiens que la Chine considérait la cessation des bombardements américains au Nord Viet Nam comme "un compromis du Viet Nam à l'égard des Etats-Unis", "une grande défaite, une importante perte pour le peuple vietnamien comparable aux négociations qui avaient conduit à l'erreur de signer les Accords de Genève de 1954"; elle a proposé à la partie vietnamienne "de laisser les Etats-Unis reprendre leurs bombardements sur tout le Nord Viet Nam. Cela obligerait les Etats-Unis à éparpiller leurs bombardements et on pourrait en même temps partager les difficultés avec le Sud".

Empêcher le Viet Nam de négocier avec les Etats-Unis, encourager ceux-ci à intensifier leurs bombardements au Nord Viet Nam, c'est précisément ce que le général américain Maxwell Taylor appelait la détermination des dirigeants chinois à "combattre les Américains jusqu'au dernier Vietnamien" pour affaiblir le Viet Nam, à l'avantage de leur politique expansionniste.

Egalement dans cette rencontre avec le Vice-Ministre vietnamien du commerce extérieur en question plus haut, la partie chinoise a effrontément prétendu que le Viet Nam aurait accepté de négocier avec les Etats-Unis sur les conseils de l'Union soviétique et a mis la partie vietnamienne devant cette alternative :

"Ou bien, pour vaincre les Etats-Unis, rompre les relations avec l'Union soviétique; ou bien, pour aboutir à un compromis avec les Etats-Unis, se servir de l'aide chinoise pour combattre les Etats-Unis afin de pouvoir négocier avec eux. Dans ce cas, l'aide chinoise perdrait toute sa signification."

Le 17 octobre 1968, le ministre des affaires étrangères Chen Yi a rencontré le représentant vietnamien pour l'informer de la déclaration des dirigeants chinois au sujet des négociations vietnamo-américaines :

"Cette fois-ci, en acceptant les négociations quadripartites, vous aidez Johnson et Humphrey à gagner la victoire dans les élections et vous laisserez ainsi la population sud-vietnamienne vivre toujours sous la domination, sous le joug de l'impérialisme américain et des fantoches, ce qui risquerait de lui causer d'autres pertes plus grandes encore. S'il en est ainsi, que reste-t-il à se dire entre nos deux partis et nos deux pays?"

Menacer de rompre les relations entre les deux partis est une manoeuvre cynique, la pression la plus grande à laquelle les dirigeants chinois aient recouru vis-à-vis du Viet Nam.

La menace en propos grossiers va de pair avec la menace par des actes concrets. En 1968, au cours des discussions sur l'aide chinoise pour l'année suivante, les dirigeants de Pékin ont diminué le montant de l'aide en 1969 de 20 p. 100 en comparaison avec celui de 1968. Pis encore, ils ont, en août 1969, impudemment posé cette question :

"Dites si le Viet Nam compte se battre ou faire la paix, pour que la Chine décide en matière d'aide."

En fait, ils ont diminué le montant de l'aide pour 1970 de plus de 50 p. 100 par rapport à celui de 1968.

La réalité est qu'avant l'année 1968, les dirigeants de Pékin ont commencé à se servir de leur aide pour faire pression sur le Viet Nam. En avril 1966, Deng Xiaoping, Secrétaire général du parti communiste chinois, a dit à un dirigeant vietnamien que :

"Dès 1964, le camarade Mao Zedong a critiqué notre zèle vis-à-vis du problème vietnamien. C'est aujourd'hui seulement que nous réalisons qu'il a vu loin."

La partie vietnamienne lui a répliqué :

"L'intérêt qu'un pays socialiste témoigne à un autre pays socialiste est dicté par l'esprit d'internationalisme prolétarien. Nous n'estimons jamais qu'il y a du mal dans un acte de dévouement. Si vous nous aidez avec dévouement, nous pourrions alléger nos pertes humaines de deux à trois millions d'hommes."

Au Sud nous poursuivrons jusqu'au bout le combat contre les Américains et nous garderons toujours l'esprit d'internationalisme prolétarien."

Pour intensifier leur pression sur le Viet Nam, les dirigeants chinois ont donné des instructions à leur ambassade à Hanoi pour qu'elle incite les Hoa au Viet Nam à fomenter des troubles, à s'opposer au Gouvernement de la République démocratique du Viet Nam. De concert avec des dizaines de milliers de "soldats de la logistique" chinois aidant le Viet Nam à construire de 1965 à 1968 des routes dans les provinces du Nord, les éléments réactionnaires parmi les Hoa ont propagé "les pensées de Mao Zedong" et "la révolution culturelle", déformé tendancieusement la politique du Viet Nam et organisé des réseaux d'espionnage. Les dirigeants de

Pékin ont encore envoyé des soi-disant "réfugiés de la révolution culturelle" s'implanter dans les provinces du Nord Viet Nam aux fins d'espionnage et d'organisation des "colonnes souterraines." k/

Mais le peuple vietnamien était inébranlablement déterminé à maintenir sa politique indépendante et souveraine. Tous les procédés grossiers de pression et toutes les manoeuvres politiques de Pékin ont été voués à l'échec : les Etats-Unis s'étaient vus obligés de cesser inconditionnellement les bombardements au Nord Viet Nam à partir du début de novembre 1968 et de s'asseoir à la Conférence quadripartite à Paris avec la participation du Front national de libération du Sud Viet Nam, au début de 1969.

### III. De 1969 à 1973 : négocier avec les Etats-Unis sur le dos du peuple vietnamien

En 1969, la "grande révolution culturelle" en Chine était achevée pour l'essentiel. Les dirigeants de Pékin, sur le plan intérieur, s'employaient à consolider la direction du président Mao Zedong, à stabiliser la situation et à impulser la production et, sur le plan extérieur, appliquaient toutes les mesures propres à précipiter le processus de rapprochement sino-américain afin d'accéder au rang de grande puissance, de normaliser les relations avec les Etats-Unis et de régler le problème de Taïwan. A ces fins, ils tentaient de se servir de la carte vietnamienne.

Mil neuf cent soixante-neuf était la première année de Nixon à la Maison Blanche. Il lançait la "doctrine Nixon" afin de sauver et de restaurer dans le monde la position des Etats-Unis gravement affaiblie du fait des conséquences de la guerre du Viet Nam, et se mettait à réaliser la stratégie de "vietnamisation de la guerre" pour pouvoir retirer les troupes américaines du Sud Viet Nam tout en maintenant l'administration fantoche Nguyen Van Thieu.

De 1969 à 1973, le peuple vietnamien intensifiait son offensive sur les champs de bataille comme à la table de Conférence quadripartite à Paris, remportant victoire sur victoire. C'était aussi l'étape où Pékin et Washington multipliaient leurs contacts, se donnaient ouvertement la main et discutaient non seulement des problèmes les concernant mais encore de ceux relevant de la souveraineté du peuple vietnamien et des autres peuples indochinois.

#### A. Trahir ouvertement le peuple vietnamien

En novembre 1968, le ministère chinois des affaires étrangères a fait une déclaration souhaitant renouer les pourparlers sino-américains à Varsovie et de signer avec les Etats-Unis un accord de coexistence pacifique. Dans la suite, la

---

k/ Au cours des entretiens au sommet Viet Nam-Chine qui ont eu lieu en septembre 1970, le président Mao Zedong a reconnu la responsabilité de la Chine dans ces activités inamicales. En novembre 1977, le président Hua Kuofeng, encore une fois, a reconnu cette responsabilité chinoise.



Chine a répondu positivement à des signes de la part des Américains. Après l'accès à la présidence, Nixon a informé la partie chinoise que les pourparlers américano-chinois pourraient se poursuivre en Chine même. Et les dirigeants chinois de répondre :

"Nixon lui-même pourrait venir à Pékin ou y envoyer un représentant pour discuter du problème de Taïwan." l/

En juin 1970, la Chine et les Etats-Unis ont convenu que l'ambassadeur chinois Houang Chen mènerait les négociations secrètes avec Kissinger chaque fois que ce dernier viendrait à Paris pour négocier avec la partie vietnamienne." m/

Le 10 décembre 1970, par l'intermédiaire de son proche ami Edgar Snow, le président Mao Zedong a invité le président Nixon à visiter la Chine :

"Certainement il sera le bienvenu parce que, actuellement, les problèmes entre la Chine et les Etats-Unis doivent être résolus avec lui." n/

Il s'agit là d'un tournant décisif de Pékin dans les relations sino-américaines, d'un tournant également dans la trahison ouverte vis-à-vis de la révolution du Viet Nam, de celle des autres pays d'Indochine et du monde. Pékin multiplie ouvertement ses contacts avec les Etats-Unis :

a) En mars 1971, la Chine a invité une équipe de pongistes américains en Chine, inaugurant ainsi ce que l'opinion appelle la "diplomatie du ping pong";

b) En juillet et octobre 1971, Kissinger, envoyé spécial de Nixon, s'est rendu à Pékin;

c) En février 1972, c'est le tour de Nixon.

En informant la partie vietnamienne de la première visite à Pékin de Kissinger, la délégation de haut rang de la Chine a déclaré le 13 juillet 1971 que :

"Le problème indochinois est de première importance dans nos entretiens avec Kissinger. Il a dit que les Etats-Unis lient le règlement du problème indochinois à celui de Taïwan. Les Etats-Unis déclarent qu'ils ne retireront leurs troupes de Taïwan que s'ils réussissent à retirer celles qui se trouvent en Indochine. Pour la Chine, le problème No 1 est le retrait des troupes américaines du Sud Viet Nam, quant à son admission à l'ONU, c'est le problème No 2."

---

l/ Edgar Snow, The Long Revolution (Londres, éd. Hutchinson, 1973), p. 11 et 172.

m/ V. A. Walters, Silent Missions (New York, éd. Doubleday, 1973), p. 530 et 531.

n/ Edgar Snow, The Long Revolution (Londres, éd. Hutchinson, 1973), p. 172.

A l'issue de la visite en Chine de Nixon, les deux parties ont signé le communiqué de Shanghai consacrant les résultats de leurs entretiens et dont un paragraphe contient ce qui suit :

"Les Etats-Unis affirment que leur objectif final est de retirer toutes les forces et installations militaires américaines de Taïwan. En attendant, si la tension diminue dans la région, les Etats-Unis réduiront progressivement leurs forces et leurs installations militaires à Taïwan."

Au début de mars 1972, en informant la partie vietnamienne des entretiens avec Nixon, le représentant des dirigeants chinois a donné l'explication suivante sur ce paragraphe du communiqué :

"Pour normaliser les relations sino-américaines et réduire la tension en Extrême-Orient, il faut résoudre en premier lieu les problèmes du Viet Nam et de l'Indonésie. Nous ne demandons pas de régler en premier lieu le problème de Taïwan. Ce problème sera réglé en second lieu."

En son for intérieur, Pékin voudrait se servir du problème du Viet Nam pour résoudre tout d'abord celui de Taïwan avec Washington. Mais le Viet Nam, comme on peut s'y attendre, s'en tenait fermement à sa ligne indépendante et souveraine. C'est cela qui conduisait à cet accord entre les dirigeants chinois et le président Nixon :

"En attendant, si la tension diminue dans la région, les Etats-Unis réduiront progressivement leurs forces et leurs installations militaires à Taïwan."

Cela signifie que si Pékin désirait hâter le retrait des forces et installations militaires américaines à Taïwan, il lui suffirait de contraindre Hanoï à accepter une solution de compromis avec les Américains.

La partie chinoise se sert de "la carotte" de l'aide : si en 1968, pour manifester sa désapprobation vis-à-vis des conversations vietnamo-américaines, elle a diminué le montant de l'aide au Viet Nam, en 1971 et 1972, afin d'entraîner le Viet Nam à faire comme elle des compromis avec les Etats-Unis, elle lui a accordé une aide des plus grandes par rapport aux années précédentes. Il s'agit là d'une manoeuvre visant aussi à camoufler sa trahison et à apaiser l'indignation du peuple vietnamien.

Parallèlement à l'augmentation de l'aide, elle exerce une pression continue sur le Viet Nam pour qu'il accepte la solution américaine. Le 18 juillet 1971, la partie chinoise a informé la partie vietnamienne du projet en 4 points des Etats-Unis : retrait des troupes américaines et remise des prisonniers américains en douze mois à partir du 1er août 1971; cessez-le-feu sur toute l'Indochine et solution analogue à celle de Genève de 1954. En ce qui concerne le retrait des troupes américaines, les Etats-Unis, "pour sauver la face", désirent maintenir un certain nombre de conseillers techniques; sur le plan politique, "les Etats-Unis ne veulent pas abandonner Thieu ni Sirik Matak".

Au cours des entretiens avec la partie vietnamienne en novembre 1971, les dirigeants chinois ont déclaré :

"Il vaut mieux que le Viet Nam profite du moment opportun pour régler en premier lieu le problème du retrait des troupes américaines et ait à coeur de résoudre le problème des prisonniers américains; le renversement de l'administration fantoche de Saïgon est un problème à longue échéance."

Toujours à cette même occasion, après avoir rappelé l'avis de la partie américaine que "les Etats-Unis ont de nombreux anciens amis, il leur faut les garder", le président Mao Zedong a dit :

"Le problème de Taïwan est un problème de longue échéance qui ne serait pas réglé en quelques années. S'il faut choisir entre les deux solutions, rapide ou lente, je suis pour une solution lente. A l'heure actuelle, Tchiang Kai-chek dispose de 650 000 soldats, et il existe un détroit au milieu. Nous ne pouvons pas nous y rendre. Tchiang y demeure toujours. Là où le balai ne vient pas, la poussière reste."

Après le voyage de Nixon en Chine, Kissinger a dit aux journalistes le 1er mars 1972 que désormais Nixon et lui-même "n'ont plus qu'à regarder vers Moscou et à écraser le Viet Nam o/."

A partir d'avril 1972, les Etats-Unis reprennent leurs bombardements au Nord Viet Nam, minent ses ports et bombardent sauvagement le Sud Viet Nam pour faire face à l'offensive stratégique du printemps 1972 du peuple vietnamien, sauver de l'écroulement le régime de Nguyen Van Thieu. Cette aventure militaire, c'est la conséquence manifeste de la connivence entre les dirigeants chinois et Nixon.

Le fait que l'Accord de Paris n'a pas été paraphé avant la fin d'octobre 1972 est dû, comme tout le monde le sait, à la volte-face de Nixon et Kissinger. Mais les dirigeants chinois, épousant la position américaine, font pression sur le Viet Nam. Le 1er novembre 1972, ils ont demandé à un vice-ministre du commerce extérieur de la République démocratique du Viet Nam de rapporter aux dirigeants vietnamiens ce qui suit : il vaut mieux que le Viet Nam fasse une concession sur deux questions : le Nord Viet Nam retire ses troupes et cesse de recevoir l'aide militaire étrangère et l'accord pourra être signé.

Le 5 décembre 1972, l'ambassadeur chinois Houang Chen a transmis à la partie vietnamienne cette menace de Kissinger :

"Les négociations sont arrivées au point d'avoir des conséquences graves : le Nord Viet Nam exige des Etats-Unis soit le retour à l'ancien accord soit l'acceptation d'un accord pire; les Etats-Unis ne peuvent accepter ni l'un ni l'autre. Si le Viet Nam s'en tient à cette position, les négociations seront interrompues et les Etats-Unis prendront toutes mesures appropriées pour défendre leurs principes."

Ce sont là des propos préparant l'attaque stratégique par B.52 pendant les derniers jours de 1972 pour raser Ha Noi et Hai Phong, subjuguier le peuple vietnamien, l'obliger à accepter la solution imposée par l'impérialisme américain.

Malgré la collusion de Pékin avec Washington bradant les intérêts de son pays, le peuple vietnamien, inflexible, continue à intensifier sa résistance contre l'agression américaine, toujours confiant en la victoire finale.

Au cours d'une information faite à la partie vietnamienne, lorsque les dirigeants chinois annoncent que Nixon discutera avec eux du problème vietnamien, les dirigeants vietnamiens ont dit franchement :

"Le Viet Nam est à nous : vous n'avez pas le droit de discuter du problème vietnamien avec les Etats-Unis. Vous avez déjà reconnu votre erreur en 1954, il ne faut pas en commettre de nouveau."

Lorsque la partie chinoise leur fait une information sur la visite de Nixon en Chine, les dirigeants vietnamiens ont déclaré :

"Dans sa lutte contre l'agression américaine, le peuple vietnamien doit l'emporter. A ce stade, les impérialistes américains pourraient reprendre leur guerre de destruction contre le Nord d'une façon plus atroce, mais le peuple vietnamien n'a pas peur, il vaincra inévitablement."

Faisant fi de toutes les pressions exercées à la fois par Pékin et Washington, le peuple vietnamien non seulement n'a fait aucune concession sur les questions de principe, mais a encore châtié de façon méritée les impérialistes américains pour leurs crimes, ce qui finalement a obligé les Etats-Unis à signer l'Accord de Paris sur le Viet Nam le 27 janvier 1973.

#### B. Prendre totalement en main le problème du Kampuchea

Dans le cadre de sa politique de détente et de collusion avec l'impérialisme américain, Pékin frayait la voie à son expansion dans le Sud-Est asiatique et sapait en même temps le Front d'union des peuples des pays d'Indochine et en accentuant sa pression sur le Viet Nam. Aussi cherchait-il à partir de 1970 à prendre en main les forces du Kampuchea et à pratiquer une politique qui, pour si complexe qu'elle fût, ne visait au fond qu'un seul objectif : les intérêts égoïstes de Pékin.

L'opinion publique se rappelle encore le coup d'Etat du 18 mars 1970 monté par les impérialistes et les réactionnaires pour renverser le gouvernement du prince Norodom Sihanouk et amener Lon Nol au pouvoir. Lon Nol étant un Kampuchéen d'origine chinoise, et un agent à la solde des Américains, les dirigeants chinois ont voulu s'en servir et rejeter Sihanouk. Le Ministère chinois des affaires étrangères a déclaré à l'ambassadeur du Viet Nam à Pékin :

"Sihanouk n'a aucune force. Il importe que le Viet Nam soutienne Lon Nol. La Chine accueille Sihanouk p/ mais conserve de bonnes relations avec l'ambassade de Phnom Penh."

Le Ministre chinois des affaires étrangères a même déclaré à l'ambassadeur du Viet Nam que la Chine ne permettra pas aux étudiants vietnamiens en Chine de manifester contre Lon Nol.

Aussitôt après le coup d'Etat à Phnom Penh et après l'arrivée de Sihanouk à Pékin, le premier ministre Pham Van Dong s'est rendu en Chine pour persuader les dirigeants chinois à soutenir le prince, et en même temps pour lui manifester directement le puissant soutien du Viet Nam à son égard et aux forces de résistance khmères.

Le 23 mars 1970, Sihanouk a rendu publique sa Déclaration en cinq points condamnant le coup d'Etat de Lon Nol et appelant le peuple kampuchéen à s'unir contre les impérialistes américains et la clique Lon Nol.

Le 25 mars 1970, le Gouvernement de la République démocratique du Viet Nam a proclamé son soutien total à cette déclaration.

Le 7 avril 1970, le Gouvernement chinois a fait une déclaration appuyant la déclaration de Sihanouk. Néanmoins, il continue à entretenir des contacts secrets avec l'administration Lon Nol. Entre temps, avec l'aide des forces armées du Viet Nam, les forces de la résistance khmère ont remporté de nouvelles victoires et libéré le quart du pays. C'est seulement après l'envoi par Nixon des troupes américaines pour agresser le Kampuchea, provoquant une vague de protestation très puissante dans le monde et même aux Etats-Unis, que le Gouvernement chinois rompt ses relations avec l'administration Lon Nol le 5 mai 1970.

Il est tout à fait clair que c'est en raison du ferme soutien accordé par le Viet Nam au Gouvernement de la résistance du Kampuchea et du développement de la situation réelle sur le théâtre d'opérations kampuchéen à l'avantage des forces de résistance que les dirigeants de Pékin se sont remis à soutenir Sihanouk, président du Front uni national du Kampuchea contre l'agression américaine. Depuis lors, ils cherchent à garder fermement Sihanouk dans leur emprise comme leur atout exclusif en prévision des marchandages avec les Américains. Malgré leur soutien à Sihanouk et au Gouvernement de la résistance du Kampuchea, ils entretiennent toujours des relations clandestines avec la clique Lon Nol-Sirik Matak, et utilisent activement la clique Pol Pot-Ieng Sary pour transformer pas à pas le parti communiste khmer en un parti dépendant du PCC à l'image des partis et groupements maoïstes au Sud-Est asiatique et dans le monde.

Les dirigeants chinois ont mis à profit la première Conférence au sommet des peuples d'Indochine tenue en avril 1970, et ont voulu délibérément faire accroire à l'opinion publique qu'ils ont apporté une grande "contribution" à cette conférence.

---

p/ A ce moment, Sihanouk vient de terminer sa visite en Union soviétique et est en cours de route vers Pékin.

Ils ont voulu faire comprendre aux Etats-Unis qu'ils pourraient leur venir en aide afin de trouver une solution globale pour les problèmes d'Indochine et qu'ils seraient précisément le "représentant" du Viet Nam et des autres pays de l'Indochine pour négocier avec les Etats-Unis.

Après les coups foudroyants portés par les peuples vietnamien, lao et kampuchéen aux plans aventureux de guerre de Nixon, Sihanouk a proposé la convocation de la deuxième Conférence au sommet des peuples d'Indochine vers fin 1971 dans le but d'exploiter les avantages du nouveau contexte et d'impulser leur lutte contre l'agression américaine. En apparence, les dirigeants chinois souscrivent à cette proposition, mais en sous-main ils manipulent la clique Pol Pot-Ieng Sary à s'y opposer. Par ailleurs, au cours de leur visite au Viet Nam en mars 1971, ils ont suggéré la tenue en territoire chinois d'une conférence de 5 pays avec 6 parties (les deux zones Nord et Sud du Viet Nam, le Laos, le Kampuchea, la Chine et la République démocratique populaire de Corée), avec comme objectif la lutte contre le Japon. Leur vraie intention était de : saper la solidarité des peuples d'Indochine, détourner leur lutte de son objectif et en même temps rassembler les forces sous la direction de Pékin pour lui permettre d'entrer en bonne position dans les négociations avec Washington. La partie vietnamienne a soutenu la proposition de Sihanouk, elle n'a pas approuvé la réunion de la Conférence de 5 pays avec 6 parties comme l'a suggéré la Chine, ni le point de vue selon lequel le danger à ce moment était le Japon, car l'ennemi principal des peuples des trois pays de l'Indochine restait toujours les impérialistes américains agresseurs. En conséquence, le plan de la Conférence de 5 pays avec 6 parties de Pékin a complètement échoué.

Pendant qu'ils cherchaient à prendre totalement en main le problème du Kampuchea, les dirigeants chinois poursuivent encore le dessein de contrôler les routes de ravitaillement militaire à travers les trois pays de l'Indochine. Plusieurs années durant et jusqu'en 1972, ils ont proposé à titre d'aide à la construction des routes et au transport des ravitaillements et matériels destinés au front du Nord au Sud Viet Nam, au Laos et au Kampuchea sur la piste Ho Chi Minh et ont promis de fournir au Viet Nam suffisamment de véhicules, de chauffeurs et environ 200 000 militaires chinois pour assurer ce travail. Par ce plan, ils voulaient saisir en mains l'ensemble du problème indochinois pour ces marchandages avec les Etats-Unis, et préparer un tremplin pour leur expansion dans le Sud-Est asiatique. Evidemment, la partie vietnamienne n'a pas accepté une telle proposition.

Si, auparavant, les dirigeants chinois ont secrètement travaillé à affaiblir la résistance du peuple vietnamien, dans la période 1969-1973 et surtout à partir de 1971, ouvertement ils entrent en collusion avec les impérialistes américains agresseurs, leur prêtent secours face aux nouvelles offensives stratégiques du peuple vietnamien, et jouent la carte vietnamienne dans leurs marchandages avec eux. Si, auparavant, ils ont cherché secrètement à diviser les peuples du Viet Nam, du Laos et du Kampuchea dans le but d'isoler le Viet Nam, au stade actuel ils commencent à se servir de la clique Pol Pot-Ieng Sary pour saper la lutte révolutionnaire des trois peuples d'Indochine, préparent activement l'édification du Kampuchea en un tremplin pour l'attaque contre le Viet Nam, le contrôle de la péninsule indochinoise, et, plus tard, l'expansion dans le Sud-Est asiatique.

Ainsi les dirigeants chinois ont dévoilé au grand jour leur odieux visage de traîtres : traîtres à la cause du peuple vietnamien, comme à celle des peuples lao et kampuchéen.

IV. De 1973 à 1975 : empêcher le peuple vietnamien de libérer totalement le Sud Viet Nam

D'après l'Accord de Paris, les Etats-Unis doivent retirer la totalité de leur corps expéditionnaire du Sud Viet Nam, s'engagent à respecter les droits nationaux fondamentaux du peuple vietnamien, reconnaître l'existence au Sud Viet Nam de deux zones, deux administrations, deux armées et trois forces politiques, et les parties vietnamiennes y formeront un gouvernement de coalition à trois composantes. Il s'agit là d'une victoire de la politique d'indépendance et de souveraineté, de la vaillante lutte du peuple vietnamien. C'est également une victoire du mouvement de solidarité des peuples du monde avec le peuple vietnamien. C'est là un échec des ignobles tractations sur le dos du peuple vietnamien entre l'administration Nixon et les dirigeants chinois, tractations qui trouvent leur expression dans le Communiqué de Shanghai.

Le Gouvernement de la République démocratique du Viet Nam et le Gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Sud Viet Nam s'en tenaient toujours à une stricte exécution de l'Accord de Paris et exigeaient en revanche des Etats-Unis et de Thieu la même attitude.

Mais ceux-ci cherchaient à saboter l'exécution de cet Accord, ne voulant exécuter que les clauses profitables aux Etats-Unis. Vis-à-vis des autres clauses, ils les violaient dès les premières minutes. Le moment où l'Accord de Paris commençait à prendre effet était également celui où les Etats-Unis et Thieu envoyaient des dizaines de milliers d'hommes de troupes appuyés par les avions, l'artillerie lourde et les chars débarqués à Cua Viet, dans l'intention manifeste de s'emparer de la zone libérée au nord de la province de Quang Tri. Dans la suite, l'armée fantoche lançait des attaques successives sur l'ensemble du Sud Viet Nam et empiétait sur de nombreuses zones libérées placées sous le contrôle du Gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Sud Viet Nam. Le dessein des Etats-Unis et des fantoches était de faire disparaître l'existence réelle de deux zones, de deux administrations, et de placer de nouveau tout le Sud Viet Nam sous la domination néocolonialiste et perpétuer la division du Viet Nam.

Les dirigeants chinois affectaient de se montrer favorables à l'Accord de Paris sur le Viet Nam. En réalité, pour réaliser leur accord et resserrer leur collusion avec les Etats-Unis, pour continuer à affaiblir et à subjuguer le Viet Nam par tous les moyens, ils faisaient obstacle à la lutte du peuple vietnamien pour mettre en échec les tentatives des Etats-Unis et de Thieu de saboter l'Accord de Paris, libérer totalement le Sud Viet Nam et réunifier le pays.

A. Contenir la lutte du peuple vietnamien contre le sabotage de l'Accord de Paris par les Etats-Unis et Thieu

Au cours des entretiens à Pékin en juin 1975, le président Mao Zedong a dit au Secrétaire général Le Duan et au Premier Ministre Pham Van Dong :

"Au Sud Viet Nam, il faut cesser (le combat) une demi année, une année, une année et demie, deux années tant mieux."

Il est préférable que la révolution sud-vietnamienne :

"Se divise en deux étapes. Si on les soude en une seule, les Américains ne s'y résigneront pas. Le problème est qu'entre les mains de Nguyen Van Thieu il y a encore quelques centaines de milliers d'hommes de troupes."

Et il ressort la thèse du "balai" qu'il a une fois exposée à la partie vietnamienne.

Quant au premier ministre Zhou En-lai, il a dit :

"Dans un temps qu'on ne saurait fixer concrètement à 5 ou 10 ans, si le Viet Nam et l'Indochine s'accordent un répit, c'est mieux : profitant de ce répit, les peuples vietnamien, lao et kampuchéen réaliseront la paix et la neutralité pour un certain temps."

Pour manifester leur bonne volonté au peuple vietnamien, les dirigeants chinois promettent de poursuivre l'aide annuelle pendant 5 ans avec un montant équivalent à celui de l'année 1973. Mais en fait à ce moment ils ont déjà cessé totalement toute aide militaire. Quant à l'aide économique, ils acceptent de restaurer les établissements construits avec l'aide chinoise et détruits ensuite par les bombardements américains, mais ils font traîner généralement l'exécution des travaux et y renoncent tout simplement pour certains autres.

Au fond, les dirigeants chinois veulent que le Viet Nam ne fasse rien, même quand l'administration de Saïgon envoie des troupes empiéter sur les zones libérées.

Face à l'accroissement continu des actes d'empiètement de l'armée fantoche de Saïgon sur les zones libérées, en octobre 1973, le Commandement des forces armées du Sud Viet Nam s'est vu contraint de donner l'ordre d'y riposter résolument. Près d'un mois après, au cours d'une nouvelle visite de Kissinger à Pékin, les deux parties, chinoise et américaine, sont convenues dans un communiqué que "dans la situation actuelle particulièrement grave", il importe que les deux parties se mettent régulièrement en contact à divers échelons compétents afin de procéder à des échanges de vue sur les problèmes d'intérêt commun. En fait, c'est la coordination entre Pékin et Washington pour entraver la lutte des forces armées sud-vietnamiennes.



Les dirigeants de Pékin avaient même conseillé aux Etats-Unis "de ne pas se laisser vaincre au Sud Viet Nam, ni se retirer de l'Asie du Sud-Est g/."

Pour plus de perfidie, ils cherchaient à inciter de nombreux officiers généraux et supérieurs et fonctionnaires de l'administration fantoche de Saïgon à coopérer avec eux, allant jusqu'à envoyer des émissaires convaincre le général Duong Van Minh, le "président" du régime de Saïgon pendant ses derniers jours, de continuer, avec l'appui de Pékin, à combattre l'offensive généralisée et les soulèvements des forces armées et de la population sud-vietnamienne.

B. Empiètement sur le territoire du Viet Nam,  
création de la tension à la frontière

A partir de 1973, les dirigeants chinois multipliaient les actes de provocation et d'empiètement sur le territoire des provinces frontalières du Nord Viet Nam, pour tenter d'affaiblir les efforts du peuple vietnamien dans la lutte de libération du Sud Viet Nam.

Du même coup, ils empêchaient le Viet Nam d'entreprendre des travaux de prospection et d'exploitation de ses ressources naturelles en vue de restaurer et de développer son économie. Le 26 décembre 1973, la partie vietnamienne proposait d'ouvrir des négociations pour déterminer officiellement la ligne de frontière entre le Viet Nam et la Chine dans le golfe du Bac Bo, en vue d'utiliser la partie de la mer appartenant au Viet Nam au service de l'oeuvre d'édification nationale. Le 18 janvier 1974, la partie chinoise répondait par l'affirmative à cette proposition tout en exigeant l'interdiction d'entreprendre des travaux d'exploration dans une zone large de 20 000 km<sup>2</sup> dans le golfe du Bac Bo qu'elle avait déterminée de son propre chef. Elle exigeait encore "qu'aucun pays tiers ne pût entreprendre des travaux d'exploration dans le golfe du Bac Bo", sous prétexte que cela "n'est pas profitable au développement de l'économie des deux pays et à leur sécurité militaire". Ce n'est qu'un prétexte pour camoufler leurs noirs desseins. C'est pour cette raison que les négociations sur la frontière entre le Viet Nam et la Chine dans le golfe du Bac Bo menée d'août à novembre 1974 n'ont abouti à aucun résultat positif. Avec la même arrogance de grande puissance, elle a acculé dans une impasse les négociations sur le problème des frontières terrestres et dans le golfe du Bac Bo commencées en octobre 1977 en vue de poursuivre les actes de violation de la frontière et d'empiètement sur les territoires vietnamiens, et maintenir ainsi un état de tension à la frontière vietnamo-chinoise.

Pis encore, le 19 janvier 1974, c'est-à-dire un jour après avoir accepté de négocier avec la partie vietnamienne au sujet du golfe du Bac Bo, la Chine mobilisait d'importantes forces navales et aériennes pour attaquer les troupes fantoches de Saïgon et occuper les îles Hoang Sa (les Paracels) faisant depuis

longtemps partie intégrante du territoire vietnamien. Elle prétendait que c'était son "auto-défense", alors qu'au fond c'était indéniablement un acte d'agression, une occupation du territoire vietnamien visant à mettre la main sur le Viet Nam à partir de la mer et à réaliser pas à pas le dessein de monopoliser la mer orientale. C'était un acte d'agression préméditée et soutenu par les Etats-Unis. Ce n'est pas par hasard que l'ambassadeur américain G. Martin à Saïgon a rejeté la demande de secours de l'administration Nguyen Van Thieu, et la flotte américaine dans le Pacifique a reçu l'ordre de s'éloigner des Hoang Sa.

Au cours des entretiens avec les dirigeants vietnamiens en 1975, le vice-premier ministre Deng Xiao-ping a reconnu que les deux parties ont toutes considéré les Hoang Sa et les Truong Sa comme leur appartenant et que par conséquent elles devraient se rencontrer en vue de négocier un règlement. Cela prouve encore davantage que l'occupation par la Chine des Hoang Sa est un acte indéfendable, un mépris total du droit international pour créer un fait accompli r/.

C. Transformer le Kampuchea en un tremplin pour  
préparer l'attaque contre le Viet Nam

Après l'Accord de Paris sur le Viet Nam, sur ordre de Pékin, la clique Pol Pot-Ieng Sary pratique vis-à-vis du Viet Nam une politique à double face : à la fois s'appuyer sur le Viet Nam et le combattre.

Elle faisait montre d'"amitié" et de "solidarité avec le Viet Nam pour s'assurer de son aide, notamment quand elle préparait la bataille de la capitale Phnom Penh. Dans le cadre de la politique de compromis à l'égard de Washington, les dirigeants chinois ont accepté de ne plus octroyer d'aide militaire à la révolution des trois pays d'Indochine. Aussi ont-ils rejeté en fait une proposition de la clique Pol Pot-Ieng Sary d'augmenter l'aide en armes offensives, en priant le Viet Nam de les lui envoyer à titre de prêt et la Chine les rembourserait après. Par cette combine, Pékin pouvait à la fois contenter ses agents au Kampuchea, éviter des complications avec les Etats-Unis et causer de nouvelles difficultés au Viet Nam au moment où il menait à fond la grande offensive et les soulèvements de printemps 1975.

D'autre part, la clique Pol Pot-Ieng Sary cherchait par tous les moyens à combattre le Viet Nam. Elle prétendait calomnieusement qu'en signant l'Accord de Paris, le Viet Nam "avait trahi encore une fois le Kampuchea", ceci pour inciter le peuple kampuchéen à la haine contre les Vietnamiens, provoquer une psychose anti-vietnamienne et justifier les purges frappant les Kampuchéens ne se prononçant pas pour sa politique. A de nombreuses reprises, il organisait des attaques et pillages contre les dépôts de vivres et d'armes, hôpitaux et cantonnements des forces armées de libération du Sud Viet Nam installés au Kampuchea.

---

r/ En ce qui concerne le problème des frontières, les archipels Hoang Sa et Truong Sa et les négociations au sujet du golfe du Bac Bo et des frontières, voir le Mémorandum du Ministère des affaires étrangères de la République socialiste du Viet Nam en date du 15 mars 1979, les Déclarations dudit ministère du 7 août 1979 et du 27 septembre 1979 et le Livre blanc dudit ministère publié le 28 septembre 1979.

La clique Pol Pot-Ieng Sary, par des manoeuvres machiavéliques, y compris les exécutions secrètes de cadres révolutionnaires authentiques, s'efforçait de consolider sa position au sein du parti communiste du Kampuchea, d'accaparer tout le pouvoir afin de faire tomber ce parti sous la dépendance de Pékin.

C'est clair : les dirigeants chinois ont fait un nouveau pas dans leur tentative de prendre entièrement en main le Kampuchea sous la coupe de Pol Pot-Ieng Sary, préparant ainsi un tremplin pour attaquer du Sud-Ouest le Viet Nam après la libération complète du Sud Viet Nam.

Si gros que fussent les efforts des dirigeants chinois pour empêcher la libération complète du Sud Viet Nam, le peuple vietnamien était toujours déterminé à lutter sur les trois fronts militaire, politique et diplomatique contre le torpillage de l'Accord de Paris par les Etats-Unis et Thieu, pour aboutir à la victoire totale. Par l'offensive générale et les soulèvements du printemps 1975, il a renversé complètement l'administration Nguyen Van Thieu, libéré totalement le Sud et réuni le pays.

Pendant la résistance vietnamienne contre les colonialistes français agresseurs, les dirigeants chinois ne sont intervenus que dans la dernière phase pour imposer leur solution au peuple vietnamien aussi bien qu'aux peuples du Laos et du Kampuchea.

Cette fois-ci, dans la résistance du peuple vietnamien contre l'agression américaine, ils sont intervenus dès le début, créant à l'impérialisme américain des conditions favorables pour étendre la guerre à tout le Viet Nam et bombarder sauvagement le Nord. Ils se sont servis du problème vietnamien pour commencer avec l'impérialisme américain tout en faisant semblant d'être les promoteurs d'"une révolution radicale", et de soutenir activement le Viet Nam.

C'est la deuxième trahison des dirigeants chinois vis-à-vis du peuple vietnamien.

## QUATRIEME PARTIE

### LA CHINE ET LE VIET NAM

#### TOTALEMENT LIBERE ET REUNIFIE

(de mai 1975 jusqu'à présent)

#### I. La Chine après la défaite des Etats-Unis au Viet Nam

L'opinion universelle a vu que la défaite essuyée par les Etats-Unis au Viet Nam a eu un net impact sur la situation internationale.

Si la victoire de la République d'août et de la résistance du peuple vietnamien contre les colonialistes français a amorcé l'effondrement du colonialisme ancien, celle de sa résistance contre l'agression américaine a démontré devant le monde que la faillite totale du néo-colonialisme est inévitable. Aujourd'hui, les forces révolutionnaires ont grandi et occupent une position des plus favorables. L'impérialisme américain ne peut plus jouer le rôle de gendarme international à n'importe quel endroit sans être châtié, ni occuper un pouce de terre de n'importe quel pays socialiste, faire reculer le mouvement de libération nationale ou barrer l'accès de différents pays au socialisme. L'impérialisme s'enfonce de plus en plus dans une crise générale sans issue. Il est en butte à des difficultés innombrables dans différents domaines et se trouve face à la vaste et puissante offensive des trois courants révolutionnaires dans le monde, même dans leurs bastions apparemment inexpugnables en Asie, Afrique et Amérique latine.

Bien qu'ils aient envoyé au Viet Nam un corps expéditionnaire de 600 000 hommes pour servir d'ossature à plus d'un million de soldats fantoches, lancé sur le Viet Nam 7 850 000 tonnes de bombes et dépensé 352 milliards de dollars, les impérialistes américains agresseurs ne sont pas arrivés à subjuguer le peuple vietnamien. C'est la plus grande défaite dans l'histoire de leur pays, une défaite qui exerce des influences profondes sur la situation des Etats-Unis dans tous les domaines. C'est pourquoi, après leur échec au Viet Nam, les impérialistes américains ont dû remanier leur stratégie dans le monde, en Asie et surtout dans le Sud-Est asiatique, pour l'adapter à la situation nouvelle. Ils ont resserré leur collusion avec les forces réactionnaires, notamment avec les traîtres dans les rangs du mouvement communiste et ouvrier international, en particulier avec le groupe réactionnaire de Pékin, dans l'espoir de diviser, de saper le système socialiste et le mouvement révolutionnaire mondial.

Quant aux dirigeants chinois, au nom de leurs intérêts nationaux, ils sont bien venus en aide au peuple vietnamien dans son combat contre l'agression américaine, mais c'est encore au nom de leurs intérêts nationaux qu'ils n'ont pas voulu que le Viet Nam sorte vainqueur de la guerre contre les Etats-Unis et devienne puissant, ce qu'ils veulent c'est un Viet Nam faible et dépendant de la Chine.

Ils veulent un Viet Nam indéfiniment démembré, mais le peuple vietnamien, après avoir fait "déguerpir les Américains et culbuter les fantoches", a libéré complètement le Sud et réuni la patrie.

Ils veulent traiter les affaires avec les Etats-Unis au prix du sang vietnamien, mais leur collusion avec les Américains n'a pu empêcher le peuple vietnamien de remporter la victoire totale et de fonder la République socialiste du Viet Nam.

Ils veulent semer la division entre le Viet Nam et l'Union soviétique, les autres pays socialistes, mais le peuple vietnamien fermement attaché à sa politique d'indépendance et de souveraineté, a renforcé sa solidarité avec l'Union soviétique et les autres pays socialistes frères.

Leur entente avec Nixon a fait fiasco, de même que leurs menées stratégiques. Mieux, un Viet Nam indépendant, réuni et socialiste, guidé par une ligne révolutionnaire vraiment marxiste-léniniste, une politique d'indépendance et de souveraineté ayant son audience et jouissant d'un grand prestige politique dans le monde, constituera un sérieux obstacle aux visées chinoises d'expansion et d'hégémonie en Indochine et dans l'Asie du Sud-Est. La victoire historique du peuple vietnamien n'est pas seulement une grande défaite des impérialistes américains agresseurs, c'est également une grande défaite pour les expansionnistes de Pékin.

Au cours des dernières années du président Mao Zedong et après sa mort, la crise interne de la Chine se déroule de façon aiguë, avec des purges féroces, pour la conquête du pouvoir. Comme le "grand bon en avant" et "la grande révolution culturelle", pendant vingt ans de suite, ont poussé la Chine dans un état de régression économique et d'anarchie politico-sociale, la stabilisation et le redressement de la situation s'imposent impérieusement. Par ailleurs, la faiblesse économique et militaire de la Chine n'a pas permis à ses dirigeants de réaliser comme ils veulent leurs visées. Aussi, en matière de politique intérieure, se sont-ils servi du chauvinisme de grande nation pour rassembler les différents clans et groupes et mobiliser le peuple chinois dans la réalisation des "quatre modernisations". En matière de politique extérieure, ils se sont engagés profondément dans la voie réactionnaire, cherchant à tirer profit de la crise économique et politique profonde de l'impérialisme, de l'obligation pour les Etats-Unis de remanier leur stratégie globale, pour entrer en collusion avec l'impérialisme, pousser davantage leur campagne contre l'Union soviétique et le mouvement révolutionnaire mondial, obtenir de l'Occident les fonds et techniques indispensables à leur "quatre modernisation". Leur mot d'ordre "anti-hégémonique" n'est qu'une enseigne pour camoufler leur stratégie contre-révolutionnaire et leur politique expansionniste et hégémonique de grande puissance.

C'est avec dépit et rage qu'ils ont accueilli la victoire du peuple vietnamien, et depuis lors, ils pratiquent de plus en plus ouvertement et démentiellement une politique hostile systématique à l'encontre de la République socialiste du Viet Nam.

## II. Un anti-vietnamisme systématique mais voilé

### A. Par la clique Pol Pot-Ieng Sary mener une guerre de frontière contre le Viet Nam au Sud-Ouest

Dès le milieu des années 60, les dirigeants chinois ont conçu le dessein de prendre totalement en main le problème du Kampuchea, visant dans l'immédiat à saper le Front uni des peuples de l'Indochine, à affaiblir la résistance du peuple vietnamien, à s'assurer une position favorable dans les négociations avec les Etats-Unis, et, à long terme, à placer le Kampuchea sous la dépendance de la Chine et à s'en servir comme tremplin d'expansion en Indochine et en Asie du Sud-Est. Après la libération du Kampuchea, le 17 avril 1975, de la domination de la clique de Lon Nol, agent des Etats-Unis, ils se sont servi de celle de Pol Pot et Ieng Sary, leurs propres agents, pour usurper la direction dans le parti communiste du Kampuchea, éliminer le chef d'Etat Sihanouk et ses proches collaborateurs pour mettre sur pied un régime fasciste d'auto-génocide, unique en son genre dans l'histoire de l'humanité, et par l'intermédiaire de ce régime, contrôler entièrement le Kampuchea et le transformer en un vassal de type nouveau et une base militaire de la Chine pour attaquer du sud-ouest le Viet Nam.

Les dirigeants chinois ont déversé au Kampuchea des sommes importantes, des armes et du matériel de guerre de différents types et y ont envoyé des dizaines de milliers de conseillers chinois pour former des dizaines de nouvelles divisions comprenant l'infanterie, les chars, l'artillerie, construire de nouvelles bases et élargir de nombreuses bases navales et aériennes ainsi que le système de dépôts de logistique.

Selon la mise en scène de Pékin, la clique des dirigeants réactionnaires de Phnom Penh a mené sans répit une vaste campagne de propagande prétendant mensongèrement que le Viet Nam "agresse le Kampuchea" "tente de forcer le Kampuchea à adhérer à la Fédération indochinoise placée sous la coupe du Viet Nam", pour appeler les Kampuchéens à lui faire guerre. Ils ont saboté les pourparlers entre les deux pays visant à régler le problème frontalier et en ont pris prétexte pour entretenir une situation de plus en plus tendue dans les régions frontalières vietnamo-kampuchéennes. Dès avril 1975, ils ont envoyé leurs troupes empiéter sur le territoire du Viet Nam, pilonné à l'artillerie maints endroits de son territoire; ils n'ont cessé depuis lors de multiplier les conflits frontaliers, de lancer des attaques-surprises sur de nombreux postes-frontières, et villages vietnamiens, rendant ainsi instable la situation dans les régions frontalières et entravant la restauration et l'édification de l'économie vietnamienne. Des provocations armées, ils en sont venus à déclencher à partir d'avril 1977 une guerre de frontière contre le Viet Nam sur toute une longueur de plus de 1 000 km avec des attaques d'envergure mobilisant des dizaines de milliers de fantassins appuyés par les chars et l'artillerie lourde, des incursions jusqu'à plus de 30 km en profondeur du territoire vietnamien, des massacres sauvages de la population civile, et la destruction systématique des habitations et des cultures, autant de crimes odieux et intolérables contre le peuple vietnamien.

B. Se servir de la question des Hoa pour combattre  
le Viet Nam de l'intérieur

Sur le sol vietnamien vivent environ 1 200 000 Hoa dont près d'un million dans le Sud et plus de 200 000 dans le Nord. En 1955, le parti des travailleurs du Viet Nam et le parti communiste chinois ont convenu que les Hoa résidant au Nord Viet Nam devaient être placés sous la direction du parti vietnamien pour progressivement devenir citoyens vietnamiens. En fait, depuis plus de vingt ans, les Hoa au Nord Viet Nam ont les mêmes droits et les mêmes obligations que les citoyens vietnamiens. Quant aux Hoa au Sud Viet Nam, depuis 1956, sous l'administration Ngo Dinh Diem, ils ont opté pour la nationalité vietnamienne pour bénéficier de nombreuses facilités dans la pratique de leurs métiers et dans leur existence.

Après la libération totale du pays, le Gouvernement et le peuple vietnamiens continuent à appliquer scrupuleusement l'accord intervenu en 1955 entre les deux partis sur les Hoa au Nord Viet Nam tout en respectant la réalité historique des Vietnamiens d'origine Hoa dans le Sud, considérant ainsi les Hoa des deux zones comme faisant partie de la communauté nationale vietnamienne. Un petit nombre d'entre eux porteurs de cartes d'identité de Taïwan, de Hong-kong ou ayant la nationalité d'autres pays, ainsi que les résidents chinois chassés par la clique Pol Pot-Ieng Sary et réfugiés au Sud Viet Nam, sont considérés comme ressortissants étrangers.

En revanche, les dirigeants chinois continuent de déformer l'accord de 1955 entre les deux partis, de se refuser à reconnaître la situation historique concernant les Vietnamiens d'origine Hoa dans le Sud Viet Nam, considérant tous les Hoa dans les deux zones du pays comme ressortissants chinois, et ce pour revendiquer le droit de direction à leur égard. Ils ont effectivement fondé des organisations réactionnaires et mis sur pied tout un réseau d'espionnage composés de Hoa sur le sol vietnamien. Les organisations dénommées "Union des Chinois pour la paix", "Union des Chinois progressistes", "Association des Chinois pour le salut national", "Fédération des jeunes marxistes-léninistes", "Association des écoliers chinois patriotes", "Front uni des Chinois", etc..., créées et commandées par Pékin, appelaient les Hoa à s'organiser contre les politiques des autorités vietnamiennes, le service militaire, la participation à l'édification de nouvelles régions économiques; par ailleurs, tablant sur les liens de sang unissant les Vietnamiens d'origine Hoa, ces organisations ont suscité un mouvement revendiquant le retour à la nationalité chinoise. Elles imprimaient de la fausse monnaie, se livraient à la spéculation et au stockage des marchandises, faisaient monter les prix dans le but évident de saboter le plan de stabilisation et de développement de l'économie dans le Sud Viet Nam élaboré par les organismes de l'Etat. Par ces procédés, les dirigeants de Pékin ont imposé de nouvelles et sérieuses difficultés à la population sud-vietnamienne déjà en butte aux innombrables difficultés laissées par trente années de guerre impérialiste, ce qui a poussé les gens à quitter le pays à la recherche d'une contrée où ils espèrent pouvoir gagner plus aisément leur vie. Pékin s'est servi des Hoa comme instrument pour provoquer des bouleversements sur les plans politique, économique et social au Viet Nam, comme ils l'ont fait dans certains pays de l'Asie du Sud-Est et du Sud.

C. Se servir de la question d'aide pour accroître la pression

En 1973, les dirigeants chinois ont solennellement promis d'accorder l'aide au Viet Nam pendant au moins cinq années de suite, au niveau du montant de l'année 1973.

En 1975, en saluant le peuple vietnamien après la libération complète du Sud, les dirigeants chinois ont encore déclaré que la Chine :

"Continuera à accomplir ses obligations internationales et soutiendra résolument la juste cause du peuple vietnamien pour la consolidation des conquêtes de la victoire, pour la réunification et l'édification de la patrie."

Mais ce n'était qu'une déclaration hypocrite destinée à cacher leur dépit devant la victoire historique du peuple vietnamien, victoire qui réjouissait le coeur de toutes les forces révolutionnaires et progressistes dans le monde, à voiler les plans machiavéliques dirigés contre la République socialiste du Viet Nam.

En fait, ils ne soutiennent pas le peuple vietnamien dans la reconstruction de son pays à l'étape nouvelle.

Si pendant les années 1969-1970, les dirigeants chinois ont réduit l'aide au Viet Nam parce qu'ils n'approuvaient pas les négociations qu'il menait avec les Etats-Unis dans le but d'amener ceux-ci à la désescalade de la guerre; et si pendant les années 1971-1972 les dirigeants chinois ont accordé au Viet Nam une aide substantielle, la plus élevée comparativement aux années précédentes, parce qu'ils voulaient jouer la carte vietnamienne dans les pourparlers avec les Etats-Unis, en 1975, après leur échec au Sud Viet Nam, ils se sont servi de leur aide comme un moyen de pression sur le Viet Nam. Ils rejettent toute nouvelle demande d'aide faite par celui-ci. Quant à l'aide déjà convenue en temps de guerre et non encore complètement remise à la partie vietnamienne, ils ont invoqué divers prétextes pour traîner les travaux en longueur : parmi les ouvrages laissés inachevés, certains sont d'une grande importance pour la construction pacifique du Viet Nam. Il est tout à fait clair que l'aide économique accordée par les dirigeants chinois n'est pas "désintéressée" comme ils le proclament souvent, c'est un instrument de leur politique d'expansion et d'hégémonie. L'aide de Pékin reste toujours ce qu'on appelle "le bâton et la carotte".

\*

\* \*

Ces manoeuvres de Pékin, autant de coups perfides et mortels contre le Viet Nam, ont toutes échoué : la nature fasciste d'auto-génocide de la clique Pol Pot-Ieng Sary a été stigmatisée, par le peuple cambodgien et par l'humanité progressiste; le plan d'utiliser les Hoa pour saper le Viet Nam de l'intérieur a fait faillite; les tentatives de faire pression par l'aide économique et par d'autres moyens n'ont pas ébranlé la ligne indépendante et souveraine du Viet Nam ni réussi à subjuguer son peuple.

/...



### III. Un anti-vietnamisme systématique déclaré

Le combat camouflé contre le Viet Nam n'ayant pas apporté les résultats escomptés, les dirigeants chinois en sont venus à une hostilité couverte par tous les procédés, y compris la menace du recours à la force et le recours effectif à la force.

#### A. La soi-disant question des "ressortissants chinois sinistrés"

Au début de 1978, les dirigeants chinois ont monté la soi-disant question des "ressortissants chinois sinistrés" pour ouvrir sans dissimulation une campagne d'envergure contre la République socialiste du Viet Nam.

Les activités des organisations secrètes des Hoa et du réseau d'espionnage de l'ambassade de Chine à Ha Noi, placés sous une direction très étroite de la machine de propagande de Pékin, les inventions impudentes prétendant que le Viet Nam a pratiqué des mesures "d'expulsion, d'ostracisme et de persécution à l'encontre des Hoa", les moyens de duperie, de chantage, de persuasion et d'intimidation, c'est tout cela qui a provoqué parmi les Hoa vivant alors paisiblement au Viet Nam un grand désarroi, la crainte d'une guerre imminente, un sentiment de suspicion et même de haine contre les Vietnamiens et les a finalement poussés à partir en masse pour la Chine. Les hommes de main de Pékin ont aidé tout d'abord ces Hoa à franchir illégalement la frontière pour leur couper ensuite soudainement le chemin, provoquant ainsi un grand embouteillage aux frontières vietnamo-chinoises dans le but de les inciter à des actes hostiles contre les autorités locales vietnamiennes. Lorsque les Hoa se portent en masse vers la Chine, Pékin a de lui-même envoyé au Viet Nam deux navires pour accueillir les soi-disant "ressortissants chinois sinistrés", sans avoir au préalable soulevé cette question au Gouvernement vietnamien. En l'espace de quelques mois, 170 000 Hoa ont quitté le Viet Nam pour se rendre en Chine. La soi-disant question des "ressortissants chinois sinistrés" n'est qu'un exode forcé des Hoa au Viet Nam vers la Chine dont les coupables sont le groupe réactionnaire parmi les milieux gouvernants de Pékin ; c'est une imposture et une trahison de leur part pour provoquer des perturbations politiques, sociales et économiques au Viet Nam, dans l'espoir de subjuguier le peuple vietnamien, exciter l'opinion publique chinoise tout en préparant une cinquième colonne pour d'éventuelles agressions contre le Viet Nam.

Ayant vécu depuis longtemps au Viet Nam, connaissant parfaitement le terrain, les moeurs et coutumes du pays, ayant de nombreuses vieilles connaissances leur permettant de recueillir facilement des renseignements, les Hoa du Viet Nam partis en Chine ont été choisis et enrôlés par les expansionnistes dans des "divisions de montagnards" spécialisées dans les combats en montagne, dans les infiltrations en profondeur vers les zones arrière de l'adversaire, ou dans des unités d'éclaireurs, de renseignements, chargées d'enlever les gens, de les assassiner, de détruire ponts et entrepôts au Viet Nam. Un grand nombre d'entre eux ont été capturés au cours de la guerre d'agression du Viet Nam déclenchée le 17 février 1979.

Face à la détermination du peuple vietnamien de sauvegarder fermement sa souveraineté, les dirigeants de Pékin ont été obligés de rappeler les deux navires destinés aux "ressortissants chinois sinistrés" et de s'asseoir à la table de

négociation avec la partie vietnamienne pour régler la question des Hoa. Mais, au cours de ces négociations, la partie chinoise a adopté une attitude de grande puissance et imposé avec arrogance ses points de vue absurdes, au mépris de la souveraineté de la République socialiste du Viet Nam et du droit international. Ce sont les dirigeants chinois qui ont délibérément saboté les négociations afin de continuer à se servir de la question des Hoa contre le Viet Nam.

#### B. Couper l'aide, retirer les spécialistes

Au moment où les expansionnistes de Pékin, par des paroles mielleuses autant que par des mesures de contrainte, poussent les Hoa vietnamiens à partir en Chine, ils ont en même temps brandi "le bâton" de l'aide pour frapper le Viet Nam sur le plan économique. En l'espace d'un peu plus d'un mois, faisant fi du droit des gens et de la pratique internationale, ils ont déclaré unilatéralement la cessation de toute aide économique et technique au Viet Nam, et rappelé tous les spécialistes et cadres techniques chinois en mission au Viet Nam. C'est un coup d'une perfidie extrême, porté juste au moment où le peuple vietnamien pansait ses blessures de guerre tout en faisant face au conflit armé à sa frontière du sud-ouest, en surmontant les difficultés économiques occasionnées par l'abandon soudain de leurs champs et de leurs usines par près de 200 000 Hoa partis en Chine, et en faisant face aux importants dégâts causés par les typhons et les inondations les plus dévastateurs connus au Viet Nam au cours des cent années écoulées.

Non contents de couper leur aide et de retirer leurs spécialistes, le groupe réactionnaire parmi les milieux gouvernants chinois a encore ouvertement invité certains Etats et organisations internationales à cesser leur aide à la reconstruction du Viet Nam. Jusqu'à quelle méchanceté, quelle perfidie ce groupe est allé!

Ils ont intensifié leur campagne de calomnie contre le Viet Nam dans la double intention de camoufler leurs visées expansionnistes en Asie du Sud-Est et d'empêcher la normalisation des relations entre le Viet Nam et les pays de l'ANASE tout en appelant ces pays à former un "front commun avec la Chine" contre le Viet Nam. Ils espèrent qu'avec une telle campagne, ils pourraient réaliser à l'égard du Viet Nam la politique d'encerclement économique, d'isolement politique et d'attaque militaire appliquée depuis longtemps par les impérialistes et les colonialistes contre certains pays. C'est un acte grossier qui non seulement porte atteinte à l'indépendance et la souveraineté du Viet Nam mais constitue encore une ingérence dans les affaires d'autres pays et des organisations internationales.

#### C. Entretenir un état de tension aux frontières du Viet Nam

De pair avec leurs activités de sape sur les plans économique et politique, les dirigeants chinois ont fiévreusement intensifié leur pression militaire sur la République socialiste du Viet Nam dans toutes les directions.

Du côté nord, ils ont envoyé des renforts de troupes à proximité immédiate de la frontière sino-vietnamienne, multiplié les provocations armées et empiètements sur le territoire vietnamien, violé la souveraineté et l'intégrité territoriale du Viet Nam, créant ainsi une tension permanente dans les régions frontières. Le

nombre de provocations et d'empiètements sur le territoire vietnamien s'est élevé en 1975 à 234, c'est-à-dire une fois et demie celui de 1974; en 1978, le chiffre est monté à 2 175 cas, c'est-à-dire près de dix fois plus.

Du côté sud-ouest, sur l'ordre de Pékin, la clique de Pol Pot-Ieng Sary a repoussé toutes les propositions faites par le Viet Nam concernant la création par les deux parties d'une zone démilitarisée dans la région frontrière, la séparation des troupes et la signature d'un traité d'amitié, de non-agression et de non-ingérence dans les affaires intérieures, afin d'avoir le prétexte pour entretenir la guerre de frontière contre le Viet Nam et préparer de nouvelles aventures militaires de plus grande envergure.

Du côté ouest, faisant fi du droit international, les dirigeants chinois n'ont cessé d'accroître leur pression sur la République démocratique populaire lao, une nation plus petite que la Chine qui a toujours poursuivi une politique de paix et d'amitié avec les pays voisins, par tous les moyens : entretenir les débris des forces spéciales Meo organisées et commandées autrefois par la CIA; par l'intermédiaire des troupes chinoises de construction de routes, intervenir dans les affaires des provinces du Nord-Laos; calomnier le Viet Nam d'avoir "annexé" le Laos; semer la division entre le Laos et le Viet Nam et envoyer plusieurs divisions de l'armée chinoise à proximité immédiate de la frontière sino-lao. Leur objectif consiste à : accentuer la menace militaire sur le Viet Nam du côté de l'ouest et, en même temps, affaiblir et contrôler pas à pas le Laos.

#### D. Attaquer le Viet Nam de deux directions

Toutes ces menées perfides ont causé des difficultés au peuple vietnamien, sans atteindre pourtant leur but; c'est pourquoi vers fin 1978 et début 1979, les dirigeants chinois ont recouru à une offensive militaire contre la République socialiste du Viet Nam menée de deux directions.

Du côté sud-ouest, selon le plan de Pékin, après avoir massé 19 divisions d'infanterie (sur les 23 existantes) à proximité immédiate de la frontière du Viet Nam, le 22 décembre 1978, la clique Pol Pot-Ieng Sary s'est servie de ses divisions d'élite, puissamment appuyées par les chars et l'artillerie lourde, pour attaquer la région de Ben Soi, dans la province Tay Ninh (à un peu plus de 100 km de Sai Gon), avec l'objectif d'occuper très rapidement le chef-lieu de Tay Ninh, frayant la voie pour une pénétration plus profonde en territoire sud-vietnamien. Cette attaque devait en même temps affaiblir le Viet Nam pour faciliter l'offensive des troupes chinoises du côté nord.

Usant de son droit de légitime défense, le peuple vietnamien a mis totalement en échec ce plan militaire. En même temps, sous la direction du Front d'union nationale pour le salut du Kampuchea, les forces armées et la population du Kampuchea, soutenues par le peuple vietnamien, se sont dressées pour anéantir le régime d'autogénocide de Pol Pot-Ieng Sary et le soi-disant Gouvernement du Kampuchea démocratique et fonder le 10 janvier 1979 le Gouvernement de la République populaire du Kampuchea, représentant véritable du peuple kampuchéen.

Du côté nord, les dirigeants chinois ont mobilisé 600 000 hommes comprenant plusieurs corps d'armée et des divisions indépendantes, des unités d'armes techniques avec près de 800 chars et autres blindés, un millier de pièces d'artillerie, des centaines d'avions de différents types provenant de presque toutes les régions militaires de la Chine, pour déclencher, le 17 février 1979, une guerre d'agression contre le Viet Nam sur toute la longueur de la frontière de plus de 1 000 km. Partout où elles ont mis les pieds, les troupes des réactionnaires chinois ont massacré la population civile y compris femmes, nouveau-nés, vieillards; rasé complètement les hameaux, villages, pagodes, églises, écoles, crèches, hôpitaux, fermes agricoles, entreprises forestières. Ces troupes ont tué, pillé, incendié autant avec la sauvagerie des hordes du Moyen-Age qu'avec les procédés raffinés des corps expéditionnaires impérialistes de nos jours.

Pour tromper l'opinion publique en Chine et dans le monde, les dirigeants de Pékin ont déclaré qu'il s'agit simplement d'une "contre-attaque d'autodéfense" par des unités de gardes-frontière. En réalité, c'est bel et bien une guerre d'agression menée par des forces régulières prélevées dans presque toute les grandes régions militaires de Chine, une guerre minutieusement préparée sur tous les plans - depuis la construction des ouvrages militaires, des routes, des tranchées et boyaux de communication, des terrains d'aviation le long de la frontière vietnamo-chinoise jusqu'aux propos calomnieux dirigés contre le Viet Nam, au sabotage de l'amitié vietnamo-chinoise, à l'excitation chauvine de grande nation parmi le peuple chinois dans le but de justifier et de camoufler leur crime d'agression. Sur le plan extérieur, ils ont aussi effectué une préparation soignée : cette guerre d'agression a été déclenchée après la visite de Den Xiaoping aux Etats-Unis et au Japon, en fait après l'approbation des dirigeants américains et japonais. Leur objectif très ambitieux consistait à anéantir une partie des forces armées du Viet Nam, détruire son potentiel militaire et économique, occuper le territoire du Viet Nam, provoquer des révoltes.

Les deux guerres d'agression menées par les milieux gouvernants chinois contre le Viet Nam de deux directions différentes constituent le pas d'escalade le plus élevé dans le processus criminel d'une politique dirigée contre l'indépendance, la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale du peuple vietnamien, dans le but d'affaiblir, d'annexer et de subjuguier le Viet Nam. Contrairement aux calculs de Pékin, la guerre d'agression chinoise a échoué lamentablement; elle a été condamnée par le monde entier et réprouvée par une partie du peuple chinois. Le 5 mars 1979, les milieux gouvernants chinois ont été obligés de déclarer le retrait de leurs troupes et, ensuite, d'accepter de s'asseoir à la table de négociations avec la partie vietnamienne.

#### E. Continuer de combattre le Viet Nam par tous les moyens

Les milieux gouvernants chinois ont déclaré retirer leurs troupes en deçà de la frontière, mais celles-ci continuent en fait à occuper plus de dix endroits sur le territoire vietnamien, à y construire des ouvrages militaires, violant impudemment la ligne frontière léguée par l'histoire que les deux parties sont convenues de respecter.

Le long de la frontière vietnamo-chinoise, ils continuent à concentrer plusieurs corps d'armée appuyés par l'artillerie et les chars, à renforcer leurs moyens de guerre, à activer la construction des ouvrages militaires, à organiser des manoeuvres militaires et à envoyer continuellement des détachements d'éclaireurs et de commandos en territoire vietnamien. Il n'y a aucun jour qui passe sans que les Chinois ne se livrent à des provocations militaires telles que les fusillades, la pose de mines et les tirs sur la population locale. En certains endroits, ils ont tiré toute la journée aux mortiers de grand calibre. Dans une localité à quatre kilomètres de la frontière vietnamienne, ils ont envoyé un bataillon de leur armée régulière massacrer la population civile, détruire des habitations et des cultures. Parfois ce sont des formations d'avions des forces aériennes chinoises violant l'espace aérien de la République socialiste du Viet Nam de 8 à 10 km de la frontière. Ils ont en cachette refoulé au Viet Nam des Hoa qu'ils avaient forcés à émigrer en Chine. Ces actes délibérés ainsi que les autres procédés qu'ils ont utilisés visent à maintenir une situation tendue aux régions frontalières, à porter atteinte à l'indépendance, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale du Viet Nam et à menacer sa sécurité. Les dirigeants chinois ont à maintes reprises menacé "de donner au Viet Nam une deuxième leçon", et même "plusieurs leçons encore". Au nom de quoi et sur quelle loi se basent-ils pour s'arroger ainsi le droit de "donner des leçons" au Viet Nam? Tout comme la Chine, le Viet Nam est un pays indépendant et souverain. La Charte des Nations Unies, le droit des gens ainsi que la pratique internationale n'autorisent nullement la Chine à entreprendre quoi que ce soit au préjudice de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Viet Nam ou de n'importe quel autre pays. Serait-ce parce que la Chine est une grande fourmilière que les expansionnistes chinois peuvent prendre la liberté de faire eux-mêmes la loi, de menacer et de subjuguier d'autres pays plus petits et moins peuplés?

Les dirigeants chinois ont accepté de s'asseoir à la table de négociation avec la partie vietnamienne pour discuter des mesures d'urgence propres à assurer la paix et la sécurité aux régions frontalières et d'autres questions ayant trait aux relations entre les deux pays. Mais, au cours de la première manche qui a eu lieu à Ha Noi ainsi qu'actuellement à Pékin, la partie chinoise élude toujours les propositions constructives logiques et raisonnables de la partie vietnamienne et a repoussé la proposition vietnamienne relative aux mesures urgentes destinées à mettre fin aux actes de provocation armée et à assurer la paix et la stabilité aux régions frontalières vietnamo-chinoises, prémisse indispensable à la discussion d'un règlement des autres problèmes concernant les relations entre les deux pays. Par ailleurs, ils ont demandé que le Viet Nam abandonne sa politique d'indépendance et de souveraineté, renonce à sa souveraineté sur les archipels Hoang Sa et Truong Sa, condition préalable pour qu'ils consentent à discuter d'autres problèmes. C'est le comportement des hégémonistes de grande puissance qui viennent à la table de négociation non pour discuter avec l'autre partie sur un pied d'égalité et dans un esprit constructif en vue d'un règlement des problèmes, mais pour contraindre l'adversaire à accepter leur position. Le fait que les milieux gouvernants chinois exigent que le Viet Nam retire ses troupes du Kampuchea et du Laos et avancent le "principe de combattre l'hégémonisme" ne vise rien d'autre qu'à camoufler leur guerre d'agression contre le Viet Nam, leur menace contre la République démocratique populaire lao et leur ingérence dans les affaires

intérieures de la République populaire du Kampuchea, et à dissimuler leurs odieux visages d'hégémonistes cherchant à annexer les trois pays d'Indochine pour s'en servir comme tremplin à leur expansion vers l'Asie du Sud-Est.

Dernièrement, les milieux gouvernants chinois ont levé haut l'enseigne du président américain Carter sur les droits de l'homme et se sont servi du problème des Vietnamiens partant pour l'étranger comme d'une nouvelle arme contre le Viet Nam. Les Vietnamiens qui quittent le pays sont pour la plupart des riches négociants, d'anciens officiers vivant aux crochets des Etats-Unis et de l'administration fantoche de Saïgon et des Hoa victimes de la campagne d'incitation et de contrainte menée par Pékin. D'autres, un plus petit nombre, sont des gens qui ont vécu auparavant dans une société de consommation à l'américaine, et ne peuvent aujourd'hui s'adapter à la situation difficile due aux conséquences de la guerre d'agression des impérialistes américains et aux activités de sape des expansionnistes de Pékin.

Le Gouvernement vietnamien, fidèle à sa politique humanitaire et respectant les droits de l'homme, a traité avec clémence non seulement les Vietnamiens qui ont collaboré avec l'ennemi en temps de guerre, mais aussi les prisonniers militaires appartenant aux armées étrangères d'agression et capturés au cours de plus de trente années passées. Il comprend parfaitement l'origine et les conséquences du problème des émigrants vietnamiens, comme il comprend les difficultés que cet exode a imposées aux pays voisins. C'est pourquoi, dès janvier 1979 il a déclaré autoriser les personnes désireuses de se rendre à l'étranger pour y travailler et y vivre ou pour retrouver leur famille, à quitter le pays de façon légale après accomplissement des formalités nécessaires. D'autre part, les divers services compétents du Viet Nam et le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés sont convenus d'un programme en sept points publié le 30 mai 1979, visant à créer des conditions favorables permettant aux personnes en question de partir dans l'ordre et en sécurité et de diminuer les difficultés créées aux pays de l'Asie du Sud-Est.

Néanmoins, tant Pékin que Washington, mettant en branle leur gigantesque machine de propagande, mobilisant tous leurs moyens politiques, économiques et financiers et exploitant le côté humanitaire du problème ont recouru aux duperies, aux falsifications, aux incitations pour déformer la véritable nature du problème des émigrants vietnamiens et déclencher une vaste campagne de propagande extrêmement odieuse à l'encontre du Viet Nam.

Mais qui sont les vrais responsables de ce courant d'émigration?

Il reste encore dans la mémoire de tous que les Etats-Unis ont entrepris une guerre d'agression exterminatrice contre le Viet Nam, que lorsqu'ils sont obligés de retirer leur corps expéditionnaire, ils ont laissé au Sud Viet Nam un pays dévasté, une économie paralysée, avec plus de 3 millions de chômeurs, plus d'un million d'invalides, 800 000 orphelins, plus de 600 000 prostituées, plus d'un million de jeunes drogués, etc.

Quant aux dirigeants chinois, ce sont eux qui ont monté de toutes pièces l'affaire des soi-disant "ressortissants chinois sinistrés", et amené, par les promesses et la contrainte, les Hoa à abandonner leurs domiciles, leurs champs et leurs entreprises pour gagner la Chine. Ce sont eux qui se sont servi des organisations du Service de renseignements du Huanan pour provoquer des troubles politiques, pratiquer la spéculation et le stockage des marchandises pour provoquer des fluctuations de prix, faire monter les prix des marchandises, imprimer des faux billets de banque afin de saper l'économie du Viet Nam, imposant de nouvelles difficultés à la population sud-vietnamienne. Pendant que les services responsables du Viet Nam, de concert avec le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, organisent des départs dans l'ordre et en sécurité, les agents de Pékin procèdent à l'organisation des départs illégaux pour ensuite crier sur les toits que le Viet Nam "exporte des réfugiés" alors que c'est Pékin qui autorise chaque jour des milliers de Chinois à se rendre à Hong kong pour ensuite s'acheminer vers les pays du Sud-Est asiatique; et qui ignore délibérément le sort des 26 000 ressortissants chinois expulsés par la clique de Pol Pot-Ieng Sary du Kampuchea. Il est à déplorer que certains gouvernements et organisations peu au courant des réalités vietnamiennes ou voulant plaire aux dirigeants chinois pour s'assurer des privilèges commerciaux, ont fait chorus avec la campagne d'incitation et de calomnie entreprise par Pékin.

Ainsi ce sont des voleurs qui crient au voleur, ce sont ceux qui foulent au pied les droits de l'homme et le droit international, qui brandissent l'enseigne "humanitaire" pour parvenir à leurs sombres objectifs politiques. Le but visé par Pékin, c'est faire disparaître les crimes monstrueux qu'il a perpétrés au Kampuchea et dans sa récente guerre d'agression contre le Viet Nam, camoufler l'incitation qu'il a menée pour pousser les Hoa au Viet Nam à partir et "l'exportation" des centaines de milliers de Chinois à l'étranger, créant des difficultés aux pays de l'ANASE, semant la division entre ces pays, entre ces pays et le Viet Nam, et détournant l'opinion du danger que constituent l'expansionnisme chinois et le rôle de la cinquième colonne des Hoa en Asie du Sud-Est.

Mais pour les hommes de bonne volonté, la vérité reste toujours la vérité. A présent, de plus en plus nombreuses sont les personnes qui ont vu clair dans les odieuses manoeuvres des dirigeants réactionnaires de Pékin, et fait preuve de compréhension à l'égard des difficultés que rencontre la République socialiste du Viet Nam et accueillent favorablement sa juste position.

Les forces impérialistes et réactionnaires, essentiellement Washington et Pékin, ont échoué dans leurs menées pour transformer la Conférence internationale sur le problème des Indochinois partant pour l'étranger, tenue à Genève en juillet de cette année, en une tribune de calomnie contre le Viet Nam. Les propositions faites par la délégation du Gouvernement de la République socialiste du Viet Nam ont montré clairement son attitude constructive et son esprit de coopération dans le règlement du problème des émigrés, et bénéficié largement de l'approbation de nombreuses délégations des pays épris de vérité et de justice; ces propositions ont apporté une part importante à la réussite de la Conférence en jetant les bases d'une solution du problème comme l'a conclu le Secrétaire général, M. Kurt Waldheim. Mais en fait la situation reste encore très difficile et complexe en raison des activités de sabotage menées par les milieux impérialistes et réactionnaires, en

premier lieu par Washington et Pékin. Actuellement, pendant que Pékin menace tapageusement de faire la guerre et réclame cyniquement "ses droits" sur les archipels vietnamiens de Hoang Sa et de Truong Sa, les impérialistes américains envoient leur septième flotte au large des côtes vietnamiennes, non seulement pour encourager les émigrations par la voie illicite mais aussi pour coordonner leurs activités avec les noirs desseins de Pékin dans la région de la mer de l'Est et l'Asie du Sud-Est.

\*

\* \*

Au cours des cinq dernières années, par tous les moyens possibles : militaires, politiques, économiques et diplomatiques, directs et indirects, raffinés et grossiers, discrets et ouverts, les dirigeants chinois n'ont cessé de saper l'oeuvre de construction nationale de la République socialiste du Viet Nam. Plus ils essuient de défaites, plus ils s'acharnent frénétiquement sur le Viet Nam dans l'espoir de subjuguier son peuple.

C'est la troisième trahison des dirigeants chinois envers le peuple vietnamien.



## CINQUIEME PARTIE

### LA POLITIQUE EXPANSIONNISTE DE PEKIN : UNE MENACE POUR L'INDEPENDANCE NATIONALE, LA PAIX ET LA SECURITE EN ASIE DU SUD-EST

#### I

Le Viet Nam et la Chine sont deux pays voisins proches, leurs peuples n'ont jamais cessé de se tenir côte à côte et de se prêter aide et encouragement dans la lutte contre l'impérialisme, pour le bien de la cause révolutionnaire de chaque peuple. Le peuple vietnamien a soutenu le peuple chinois sur les plans politique et moral et à certains moments a combattu en coordination avec lui pour sa libération nationale. Le peuple chinois, malgré les multiples difficultés qu'il a encore à affronter, surtout pendant les premières années de la République populaire de Chine, a réservé au peuple vietnamien une aide importante pendant les deux résistances contre les impérialistes agresseurs.

Très attaché à l'amitié qui le lie au peuple chinois, le peuple vietnamien cherche constamment à la préserver et à la rendre à jamais durable. Il n'a jamais porté atteinte à l'indépendance, à la souveraineté et au territoire du peuple chinois et ne s'est point ingéré dans ses affaires intérieures. Pour ce qui est des divergences de vues ou des actes erronés de la part des dirigeants chinois à l'encontre du Viet Nam, la partie vietnamienne a fait de son mieux et persévéré dans ses efforts pour rechercher une solution par voie de discussion interne entre les deux parties.

Quoique les dirigeants chinois aient cherché délibérément à saboter l'amitié traditionnelle entre les deux peuples, le peuple vietnamien n'oubliera jamais l'aide considérable que le peuple chinois lui a réservée et souhaite de tout coeur que cette amitié fraternelle entre les deux peuples soit rétablie au plus tôt. Au cours des négociations en vue d'un règlement des problèmes concernant les relations entre les deux pays, la partie vietnamienne s'est toujours inspirée de cet ardent désir de son peuple. La position conséquente du Gouvernement de la République socialiste du Viet Nam est de rétablir au plus tôt les relations normales entre la République socialiste du Viet Nam et la République populaire de Chine selon les principes du respect mutuel de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, de la non-ingérence dans les affaires intérieures, de l'égalité, du respect mutuel, dans l'intérêt de chaque pays et pour la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est et dans le monde.

#### II

En bref, au cours des trente dernières années, les dirigeants chinois ont par trois fois trahi le peuple vietnamien.

1. A la Conférence de Genève de 1954, ils ont bradé les intérêts nationaux du peuple vietnamien, non seulement pour assurer à la Chine une zone de sécurité

dans le Sud, mais encore pour préparer le terrain nécessaire à la réalisation de leurs visées expansionnistes en Indochine et en Asie du Sud-Est. Ils ont voulu perpétuer la division du Viet Nam pour l'affaiblir et le faire tomber sous la coupe de la Chine.

2. Pendant la résistance patriotique du peuple vietnamien à l'agression américaine, après la chute du régime de Ngo Dinh Diem, ils ont donné le feu vert aux Etats-Unis pour bombarder le Nord Viet Nam et en même temps envoyer leurs troupes agresser directement le Sud. Quand les Vietnamiens voulaient négocier avec les Etats-Unis afin de coordonner les trois fronts de lutte politique, militaire et diplomatique, ils ont cherché à y faire obstacle. Au moment où la victoire totale était à portée de la main pour le peuple vietnamien, ils sont venus à la rescousse de l'administration Nixon, tout en tirant profit des sacrifices consentis par le peuple vietnamien pour faire accéder la République populaire de Chine au rang de troisième superpuissance et pour troquer leurs "bons services" contre une solution au problème de Taïwan.

3. Après la libération totale du Sud Viet Nam du joug néo-colonialiste américain et la réunification du Viet Nam, ils ont usé de toutes les manoeuvres politiques, militaires, économiques et diplomatiques pour affaiblir la République socialiste du Viet Nam dans l'espoir de subjuguier son peuple, dont le point culminant est l'utilisation des forces militaires de la clique Pol Pot-Ieng Sary pour agresser le Viet Nam du côté sud-ouest, et des forces militaires de la Chine pour agresser le Viet Nam du côté nord, massacrant la population civile et détruisant les établissements économiques et culturels du Viet Nam dans les régions d'hostilité.

Ils ont par trois fois trahi le peuple vietnamien, la suivante plus perfide, plus vile que la précédente.

Vis-à-vis du peuple lao et du peuple kampuchéen, les dirigeants chinois ont également perpétré une trahison perfide et vile. Ils ont sacrifié les intérêts nationaux des peuples lao et kampuchéen à la Conférence de Genève de 1954. Dans la période d'après Genève, ils ont empêché les peuples lao et kampuchéen de lutter pour l'indépendance nationale, la paix et la neutralité. Quand le peuple kampuchéen a totalement libéré son pays le 17 avril 1975, ils se sont servi de la clique Pol Pot-Ieng Sary pour pratiquer une politique de génocide et transformer le Kampuchea en un vassal de type nouveau, une base de départ pour les attaques contre la République socialiste du Viet Nam du côté sud-ouest. Vis-à-vis de la République démocratique populaire lao, ils se sont employés à saboter son oeuvre d'édification pacifique, à équiper et à aider les forces réactionnaires au Laos à fomenter des troubles et à envoyer de nombreuses divisions à proximité immédiate de la frontière sino-lao, dans l'espoir de placer de force le peuple lao dans l'orbite de Pékin. Ils sèment la division entre le Viet Nam, le Laos et le Kampuchea dans l'intention manifeste de les affaiblir et les annexer l'un après l'autre.

Pour dissimuler leur trahison, les dirigeants de Pékin parlent souvent de l'aide accordée par la Chine au Viet Nam, allant jusqu'à prétendre que leurs forces armées auraient "combattu à Dien Bien Phu", etc. Le peuple chinois a réservé une part du fruit de son travail pour aider le peuple vietnamien dans ses guerres de

résistance contre les colonialistes français et les impérialistes américains et dans son oeuvre de construction nationale. Cela le peuple vietnamien ne l'oubliera jamais quelle que soit la tournure des événements. Ce que le peuple vietnamien considère comme une noble manifestation de la solidarité militante entre gens ayant partagé le même sort, le groupe réactionnaire parmi les milieux gouvernants de Pékin s'en sert comme un instrument politique pour réaliser sa politique expansionniste au Viet Nam sur toute la péninsule indochinoise. Les faits ont montré qu'ils ont utilisé cette aide tantôt comme "une carotte", tantôt comme "un bâton", au gré des exigences de leur politique.

D'ailleurs, il n'y a pas seulement la question de l'aide chinoise au Viet Nam. Les dirigeants chinois ont, à plusieurs reprises, déclaré en substance : s'agissant de remerciement, il faut dire que c'est le peuple chinois qui doit remercier le peuple vietnamien qui, pour lui, a consenti de nombreux sacrifices et fourni de nombreuses contributions. Il doit le remercier et il a le devoir de l'aider et de le soutenir; les deux peuples s'entraident mutuellement.

Parlant de la visite du président Nixon en Chine en 1972, le président Mao Zedong a dit en juin 1973 aux dirigeants vietnamiens :

"A sincièrement parler, le peuple chinois, le parti communiste chinois et les peuples du monde doivent remercier le peuple vietnamien d'avoir vaincu les Américains. Ce sont vos victoires qui ont obligé Nixon à se rendre à Pékin."

Au sujet de l'entrée de la République populaire de Chine aux Nations Unies en 1971, le premier ministre Zhou En-lai a dit au cours d'un entretien avec les dirigeants vietnamiens en novembre 1971 :

"La contribution apportée par le Viet Nam est très grande. Nous sommes liés les uns aux autres."

L'histoire - et avant tout le corps expéditionnaire français - ont clairement répondu à cette question : qui a combattu et vaincu à Dien Bien Phu en 1954? Ce qu'il faut ajouter, c'est que le Gouvernement chinois a envoyé au Viet Nam pendant la résistance vietnamienne aux colonialistes agresseurs, un certain nombre de conseillers, pendant les années 60 une force appelée "troupes de logistique" pour aider le Viet Nam à réparer des tronçons de chemin de fer et de routes limitrophes de la Chine et détruits par les bombes américaines et à construire un certain nombre de nouvelles routes dans les régions frontalières entre les deux pays. Mais l'essentiel de leurs activités c'était la recherche des renseignements de tout ordre, l'infiltration dans les régions habitées par les ethnies minoritaires et la propagande en faveur de la "révolution culturelle". La plupart des espions et des "chasseurs montagnards" capturés par les Vietnamiens au mois de février dernier sont précisément des soldats chinois auparavant chargés des travaux de réparation et de construction de route au Viet Nam

De la trahison à la Conférence de Genève de 1954 à l'exploitation de la résistance du peuple vietnamien contre l'agression américaine, de la mise sur pied du régime d'autogénocide de Pol Pot-Ieng Sary à l'agression armée contre le Viet Nam et à la menace d'agression contre le Laos, tout est mu :

- a) Par une seule idéologie directrice : le chauvinisme de grande nation;
- b) Une seule politique : l'égoïsme national;
- c) Un objectif stratégique : l'expansionisme de grande nation et d'hégémonisme de grande puissance.

Concrètement, les expansionnistes chinois tentent d'annexer le Viet Nam et toute l'Indochine et d'en faire un tremplin pour la marche sur le Sud-Est asiatique et la réalisation progressive de leur stratégie globale.

Pour parvenir à leurs buts expansionnistes et hégémoniques, les milieux gouvernants de Pékin ont fait du mensonge et de la duperie une politique d'Etat, un moyen stratégique. Dans le domaine de la propagande, ils sont à la fois l'élève et le maître de Goebbels. Ils attribuent à autrui ce qu'ils comptent faire eux-mêmes. Ils rejettent sur autrui la responsabilité de leurs propres actions. Ils montent les incidents, falsifient les documents, déforment l'histoire. Ils changent le blanc en noir, brouillent le vrai et le faux et démarrent alors leur mass média et d'autres moyens. Ils lèvent haut la bannière du socialisme mais en fait ils tournent le dos au socialisme. Ils font du tapage sur la lutte anti-impérialiste, mais en fait tendent la main aux impérialistes américains. Ils appellent à lutter contre les deux superpuissances, mais en fait entrent en collusion avec l'impérialisme américain pour combattre l'Union soviétique. Ils préconisent la lutte contre l'hégémonisme, mais en fait font tout pour réaliser leur expansionisme et hégémonisme en Indochine et dans l'Asie du Sud-Est. Ils envoient leurs troupes pour agresser la République socialiste du Viet Nam mais prétendent que le Viet Nam "aurait agressé" la Chine. Ils se montrent préoccupés par "la défense des droits de l'homme" et "le sort des réfugiés d'Indochine" mais ce sont eux qui ont massacré des millions de Chinois pendant la "grande révolution culturelle", et poussé plus de 200 000 Hoa à quitter le Viet Nam pour la Chine. Pour eux, leurs allégations c'est la vérité, la conformité à leurs intérêts c'est la morale. "Le mandarin a le droit d'allumer sa lampe, le pauvre paysan n'a pas le droit d'allumer le feu" : ce proverbe que les paysans chinois d'autrefois employaient pour flageller la tyrannie des seigneurs féodaux est devenu la règle de conduite des dirigeants actuels de Pékin pour satisfaire leurs ambitions expansionnistes et hégémoniques.

A présent, sur le plan intérieur, les dirigeants chinois s'emploient à lever haut le drapeau de grande nation pour rassembler les clans et fractions, et réaliser les "quatre modernisations". Sur le plan extérieur, ils s'efforcent de leur mieux pour mettre en oeuvre leur politique expansionniste en Indochine et en Asie du Sud-Est, entrent en collusion avec l'impérialisme et d'autres forces réactionnaires, en premier lieu avec les Etats-Unis, pour combattre l'Union soviétique et la révolution mondiale, dans l'espoir de gagner le maximum de capitaux et de technologies modernes de l'Occident, et le mettre au service des "quatre modernisations" et de leurs visées expansionnistes et hégémoniques.

Une Chine intoxiquée par la mentalité de grande nation et par la politique expansionniste et hégémonique de ses gouvernants, quelle que soit l'orientation de son développement, menace non seulement l'indépendance nationale, la souveraineté

et l'intégrité territoriale de chaque pays en Indochine, en Asie du Sud-Est et du Sud, la paix et la stabilité dans cette région, mais aussi les intérêts multiformes d'autres pays y compris ceux qui, pour leurs intérêts immédiats, marchent à présent avec les dirigeants chinois pour combattre le Viet Nam, le Laos et le Kampuchea. Dernièrement, des hommes politiques et des businessmen avisés en Occident ont mis en garde leurs gouvernements contre de lourdes conséquences éventuelles au cas où la Chine sombrerait dans une nouvelle crise politique interne, mais ils n'ont pas encore parlé de l'impact infiniment plus grave sur les intérêts des pays du monde qu'entraînerait la politique expansionniste des dirigeants chinois.

Durant les millinaires passés, le Viet Nam ayant été envahi plus d'une dizaine de fois par les empereurs chinois, son peuple comprend parfaitement les noires visées des dirigeants de Pékin et reste toujours vigilant. Même au moment où il devait faire face à la guerre d'agression américaine à son plus haut point, tout en étant en butte à d'innombrables difficultés, il a catégoriquement refusé la proposition des dirigeants chinois d'envoyer au Viet Nam 200 000 hommes et une quantité suffisante de camions pour le transport militaire du Nord au Sud Viet Nam. IL s'en tient toujours inébranlablement à sa politique d'indépendance et de souveraineté malgré la pression sourde ou ouverte, directe ou indirecte des dirigeants chinois.

### III

Malgré la défaite lamentable qu'ils ont essuyée en février 1979 sur les plans militaire et politique dans leur guerre d'agression contre le Viet Nam, les dirigeants chinois continuent à poursuivre une politique d'hostilité effrénée vis-à-vis du Viet Nam. La partie chinoise garde toujours l'attitude de grande puissance dans les négociations sur les problèmes ayant trait aux relations entre les deux pays et menace avec arrogance de "donner au Viet Nam une autre leçon". En même temps, les dirigeants chinois tentent par tous les moyens de restaurer le régime de génocide de Pol Pot-Ieng Sary que le peuple kampuchéen a renversé et menacent d'agresser la République démocratique populaire lao, en vue de menacer constamment le Viet Nam de toutes parts.

"Rien n'est plus précieux que l'indépendance et la liberté", le peuple vietnamien est déterminé à défendre son indépendance, sa souveraineté, son intégrité territoriale, sa juste politique d'indépendance, de souveraineté et de solidarité internationale, à briser tout acte d'agression de n'importe quelle force réactionnaire et à faire échec à toutes les menées expansionnistes visant à le subjuguier.

Le peuple vietnamien est fort de sa juste cause et de la puissance invincible de son bloc d'union nationale combinée à celle des trois grands courants révolutionnaires mondiaux qui ont fait reculer et continuent à faire reculer les menées d'intervention, d'asservissement et d'agression de l'impérialisme, du colonialisme et du néo-colonialisme, de l'expansionnisme et de l'hégémonisme, modifiant chaque jour davantage la carte de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine. Si les expansionnistes de Pékin tardent à tirer les conclusions nécessaires du récent échec de leur politique d'hostilité contre le Viet Nam, ils iront certainement au devant de nouvelles défaites plus lourdes. A l'époque /...

actuelle, les différents pays du monde, grands et petits, forment un tout unique de la société humaine. Les expansionnistes de Pékin ne pourront toucher au Viet Nam sans provoquer toute l'humanité, sans défier tout le système socialiste, le mouvement de libération nationale et le front mondial des peuples pour la paix, l'indépendance nationale, la démocratie et le progrès social. Les peuples des pays socialistes, des pays d'indépendance nationale et les peuples épris de paix et de justice dans le monde se rangeront comme ils se sont rangés aux côtés du peuple vietnamien.

Reprenant la politique de duperie des empereurs chinois consistant à "se faire ami des pays lointains et combattre les pays proches" et recourant aux nombreuses autres manoeuvres perfides, les dirigeants de Pékin peuvent encore camoufler leur expansionnisme pendant un certain temps. Mais tôt ou tard, les peuples des pays de l'Asie du Sud-Est comprendront que l'antivietnamisme de Pékin menace l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale non seulement du Viet Nam mais aussi des autres pays de la région. Chacun, certes, n'a pas oublié que Pékin s'est servi de sa cinquième colonne des Hoa pour fomenter des troubles politiques et économiques dans plusieurs pays de l'Asie du Sud-Est avant de l'appliquer au Viet Nam.

A l'heure actuelle, pendant qu'ils concentrent leurs efforts pour combattre le Viet Nam, ne s'ingèrent-ils pas grossièrement dans les affaires intérieures de plusieurs autres pays de l'Asie?

Au cours des trente années d'existence de la République populaire de Chine, les communistes chinois authentiques et le peuple chinois ont été sans cesse dupés par les groupes au pouvoir, mais tôt ou tard s'apercevront de la vérité et se mettront aux côtés du peuple vietnamien et soutiendront sa juste lutte.

La juste lutte du peuple vietnamien contre l'expansionnisme de grande nation et l'hégémonisme de grande puissance du groupe réactionnaire parmi les milieux gouvernants de Pékin pour la défense de son indépendance, de sa souveraineté, de son intégrité territoriale, en contribution au maintien de la paix et de la stabilité en Asie du Sud-Est et dans le monde, est une lutte longue et difficile, mais aboutira nécessairement à une victoire glorieuse.

Le Viet Nam d'aujourd'hui tiendra bon et continuera à se développer face aux manoeuvres machiavéliques des dirigeants de Pékin, comme le Viet Nam des millénaires passés a tenu bon et s'est développé face aux agressions successives des empereurs chinois.

Le peuple vietnamien et le peuple chinois vivront dans la paix, l'amitié et la coopération, conformément à leurs aspirations et dans l'intérêt de la paix dans le Sud-Est asiatique et dans le monde.

-----